

EUROPE

Grande-Bretagne

La Campagne nationale pour le référendum regroupera toutes les organisations «anti-européennes»

De notre correspondant

Londres. — Les adversaires du maintien de la Grande-Bretagne dans la Communauté européenne viennent de former un front commun jusqu'au mouvement *Stop the Great Britain* (Cet Britain out). Les membres de ce nouveau groupement, intitulé «Campagne nationale pour le référendum», sont unis sur deux principes fondamentaux : d'abord, «rétablir la souveraineté britannique» en réservant au Parlement britannique le droit exclusif de légiférer et de voter des impôts frappant les citoyens du Royaume-Uni; ensuite, rendre au Royaume-Uni le droit de commercer librement avec tous les pays du monde.

Le président de la nouvelle organisation est un député conservateur, M. Neil Martin; l'un des vice-présidents est l'ancien ministre travailliste Douglas Jay. Les organisateurs de la campagne ont élu en tant qu'artefact M. Hattersley, le ministre d'Etat au Foreign Office, qui a plaidé, lundi 6 janvier, la cause de l'adhésion britannique au Marché commun (*Le Monde* du 8 janvier). Ils se sont élevés aussi contre les projets de M. Christopher Soames, vice-président de la Commission européenne, qui dit, bien sûr, sous les auspices du gouvernement, entamer une série de conférences dans les principales villes de Grande-Bretagne. Enfin, les responsables de ce «front» hostile

Irlande du Nord

Les jeunes habitants de Belfast découvrent leur ville

De notre envoyé spécial

Belfast. — Ce qui frappe le plus, ces jours-ci, dans la capitale de l'Ulster, c'est la foule. Le cessez-le-feu dure maintenant depuis trois semaines et les grands magasins, qui naguère étaient presque déserts, sont remplis de gens à l'affût des soldes, comme dans n'importe quelle ville à cette époque de l'année. Beaucoup d'enfants, nés au début des troubles il y a quatre ans, qui accompagnent leurs parents n'avaient jamais vu les grands magasins du centre de Belfast. Dans les rues étroites des ghettos, l'ambiance aussi a changé. L'armée britannique n'arrête plus personne et, lorsque les troupes font à pied leurs tournées rituelles, les fusils sont pointés vers le sol. A de nombreuses fenêtres de ces maisons modestes on peut lire : «Friez pour la paix».

LA POLICE ARRÊTE LE PIRATE DE L'AVION MANCHESTER-LONDRES

Londres (A.F.P., Reuter). — Après neuf heures d'angoisse, le premier acte de piraterie aérienne de 1975 s'est terminé mardi soir 7 janvier sur le petit aéroport de Stansted, dans le Sussex, par un succès pour la police britannique : les responsables de la sécurité sont en effet parvenus à capturer à 23 heures 30 l'homme qui s'était emparé de l'avion Manchester-Londres à son arrivée à Heathrow et avait gardé en otage ses cinq hommes d'équipage.

L'ot avait commencé en début d'après-midi. Le pilote de l'appareil venant de Manchester adressait un message à la tour de contrôle de l'aéroport de Londres indiquant qu'un passager exigeait d'être conduit à Paris «pour y régler son frère».

La négociation, désormais classique, s'engagea. Malgré l'insistance du pilote, les responsables de Heathrow refusèrent de laisser partir l'avion pour la France.

Les Britanniques tentèrent alors leur coup de poker : l'appareil fut dirigé sur le petit aéroport du Sussex dont toutes les enseignes lumineuses avaient été retirées. Il y eut alors un échange de messages. Le pilote, qui ne croyait pas que l'avion se dirigeait vers Paris, le pilote, vraisemblablement un déséquilibré, s'aperçut, à la fin, de sa supercherie, mais, comme il ne manifestait aucune réaction, et se laissa arrêter, à l'atterrissage, sans opposer de résistance.

Union soviétique LES JOURNAUX ANNONCENT LA MORT DE LA MÈRE DE M. BREJNEV

(De notre correspondant.)

Moscou. — La «Pravda» de ce mercredi 8 janvier comme les «Izvestia» du 7 janvier publièrent en première page le message de condoléances dressé par le bureau politique à M. Brejnev à l'occasion du décès de sa mère. Le message affirme notamment : «Dans ces heures douloureuses, nous sommes, cher Leonid Rykh, comme toujours, avec vous, a Nataliia Denisovna était âgée de presque quatre-vingt-dix ans.

On ne sait ni où ni comment est morte la mère du secrétaire général. On pense seulement qu'elle est décédée à Moscou, car elle vivait depuis de nombreuses années avec son fils dans l'appartement que celui-ci occupe avenue Koutousov. La famille de M. Brejnev (d'origine russe) a vécu depuis plusieurs générations en Ukraine : le père et le grand-père de l'actuel chef du parti communiste soviétique travaillaient comme fondateurs dans une usine de Dniepropetrovsk. C'est là qu'est né M. Brejnev en 1906.

On voit mal comment la mort de la mère de M. Brejnev pourrait espérer en quoi que soit les nouvelles constatées depuis deux semaines dans le comportement de la hiérarchie soviétique au Japon, au moment du voyage au Proche-Orient. Les dirigeants ne laissent pratiquement jamais les événements relevant de leur vie privée avoir une influence sur leur vie publique.

Mardi soir, à Moscou, d'ailleurs, on manifestait la haine de la maladie du secrétaire général sans vouloir en pouvoir préciser la nature et la gravité de cette maladie.

LOUIS PERILLIER
DEMAIN,
LE GOUVERNEMENT
MONDIAL ?

Dans cet ouvrage, l'auteur décrit les progrès du mondialisme et les propositions des fédéralistes mondiaux pour la solution des grands problèmes : la crise économique, la faim, la paix, la pollution, le développement, la protection des droits de l'homme...

dans le cadre d'un nouvel ordre mondial

240 pages - 30 F
GRASSIN éditeur, 50, rue Radier, 75009 Paris. Tél.

Grèce

LE PROJET DE CONSTITUTION EST AMENDÉ

De notre correspondant

Athènes. — Le projet de Constitution grecque élaboré par le gouvernement de M. Constantinos Karamanlis a été soumis mardi 7 janvier, officiellement à l'approbation de la Chambre des députés.

Un certain nombre d'amendements, notamment en ce qui concerne les libertés individuelles, ont été apportés au projet initial publié le 23 décembre dernier et qui avait été violemment critiqué par l'opposition. C'est ainsi que la déportation ou d'une manière générale les restrictions des libertés du citoyen pour des motifs d'intérêt public ne peuvent être ordonnées qu'à la suite d'une décision judiciaire et non plus par mesure administrative.

Le droit de grève est reconnu à tous les travailleurs, à l'exception des fonctionnaires de l'Etat, pour des revendications salariales ou professionnelles. D'autre part, la durée du mandat des députés a été fixée à quatre ans au lieu de cinq ans que prévoyait le projet initial. Enfin, la disposition fixant à vingt et un ans l'âge du citoyen ayant droit de vote a été supprimée. L'âge minimum des électeurs devant être fixé par la loi électorale.

Outre ces amendements tendant à une «libéralisation» du projet initial de Constitution, aucune modification n'a été apportée en ce qui concerne les pouvoirs du chef de l'Etat, que l'opposition a qualifié de «unanimité d'excessifs».

D'autre part, le Conseil suprême des forces armées grecques, réuni sous la présidence de M. Constantin Karamanlis, premier ministre, a désigné les amiraux en retraite Constantin Engholopoulos et Spyros Konofaos respectivement comme commandant en chef des forces navales et commandant de la flotte, en remplacement des amiraux Petros Arampakis et Panayotis Kalogeropoulos, démissionnaires depuis samedi dernier.

Les amiraux Engholopoulos et Konofaos avaient été révoqués par le régime issu du coup d'Etat militaire d'avril 1967 et avaient été à plusieurs reprises arrêtés au cours des trois premières années de la dictature. En mai 1973, ils avaient pris une part active à la rébellion au sein de la marine de guerre visant à renverser la junte. La tentative ayant échoué, ils avaient de nouveau été arrêtés mais avaient bénéficié, en août de la même année, de l'amnistie générale.

Mardi après-midi, quelque cinq mille personnes ont manifesté devant les ambassades des Etats-Unis et du Chili à Athènes pour protester contre «la répression exercée par le gouvernement Pinochet». Les manifestants criaient : «Chât. Grèce, lutte continue !», «Les Américains dégagez !».

Le courant anti-américain créé en Grèce depuis l'affaire de Chypre, en juillet 1974, préoccupe les dirigeants de Washington. Plusieurs représentants américains viennent de faire de discrets séjours dans la capitale grecque, afin d'examiner les possibilités d'une amélioration des relations entre les deux pays.

Italie

Le général Miceli fait l'objet d'un second mandat d'arrêt

De notre correspondant

Rome. — Nouveau rebondissement dans l'enquête sur les tentatives présumées de coup d'Etat : le général Vito Miceli a fait l'objet, le mardi 7 janvier, d'un deuxième mandat d'arrêt. Ce n'est plus de «conspiration» qu'il est accusé mais de «complicité».

L'ancien chef des services secrets restera donc en prison, même si la Cour de cassation décide — comme c'est probable — d'annuler le premier mandat émis contre lui par le juge Tamburino de Padoue. Ce dernier avait été dessaisi du dossier il y a quelques jours et le transfert à Rome du général était interprété comme un premier pas vers sa libération. Il n'en sera rien puisque les magistrats romains ont demandé à leur tour l'incarcération de l'ancien chef du «service information-défense» (SID), qui se trouve actuellement dans un hôpital militaire de la capitale.

Détenu depuis le 31 octobre dernier, le général Vito Miceli avait su profiter du conflit de compétences opposant les juges romains et padovins.

L'ancien chef des services secrets est tombé de haut en apprenant sa nouvelle incarcération. Furieux, il a fait savoir à ses défenseurs, qu'il menaçait de dire tout ce qu'il savait. Et, donnant aussitôt à cette menace un début d'application, il a mis en cause dans la nuit du 7 janvier, l'ancien chef d'état-major, le général Marchesi, qui, selon lui, a menti aux enquêteurs.

Le mystère porte, une fois de plus, sur la fameuse nuit du 7 et 8 décembre 1970, au cours de laquelle des partisans du prince Valerio Borghese avaient cherché à prendre le pouvoir et occupé en tout cas pendant quelques heures le ministère de l'Intérieur. Cette équipée grand-guignolesque était connue des services de sécurité dès 23 heures, et, peut-être, même avant. Pourquoi policiers et carabiniers n'en furent-ils avertis

ASIE

Inde

Mme GANDHI : l'assassinat du ministre des chemins de fer était la «répétition» du mien.

New-Delhi (A.F.P.). — Selon Mme Indira Gandhi, premier ministre de l'Inde, l'assassinat de la semaine dernière, du ministre des chemins de fer, n'était en fait qu'une «répétition» d'un attentat contre sa propre vie.

«L'objectif véritable s'était pas M.L.N. Mishra, mais le monde entier», a-t-elle affirmé, le 7 janvier, au cours d'une réunion publique. «Ce n'était pas un accident, mais un attentat bien préparé. C'était la répétition d'un événement plus important, et tout le monde sait qu'il était réellement visé. Mais je n'ai pas peur pour ma vie. Si l'on tue Indira Gandhi, ce ne sera rien : je ne suis qu'une humble personne. Mais ce qui est important, c'est que le pays perdrait les principes pour lesquels le Parti du Congrès a lutté : les principes de la démocratie et de la non-violence.»

Indochine

Les révolutionnaires khmers cherchent à établir un blocus étanche de Phnom-Penh

Les Khmers rouges contrôlent une vingtaine de kilomètres de la rive du Mékong au sud-est de Phnom-Penh, a indiqué, mercredi 8 janvier, une source militaire de la capitale cambodgienne. Les batailles du Mékong est donc désormais engagée. Le secteur tenu par les forces révolutionnaires s'étend le long de la R.N. 1, qui borde la rive méridionale de la capitale jusqu'à une distance de 40 kilomètres de celle-ci.

Les positions occupées par les Khmers rouges, interdissent la remontée du Mékong aux convois provenant du Vietnam du Sud, qui acheminent vers Phnom-Penh l'essentiel de son ravitaillement en vivres, en munitions et en matériels.

Les milieux compétents qualifient la situation d'«inquiétante». Elle est d'autant plus grave que les forces révolutionnaires sont aussi installées sur le Mékong au sud de Nèak-Luon, escarpement de 60 kilomètres au sud-est de Phnom-Penh. Les autorités ont déjà pris un certain nombre de dispositions pour faire face à une éventuelle pénurie.

D'autres part, sept roquettes ont explosé dans la nuit de mardi à mercredi, à proximité de l'aéroport de Pochentong, qui dessert Phnom-Penh. Elles ont fait une dizaine de blessés. C'est la troisième fois en trois jours que Pochentong, qui reste ouvert au trafic aérien, sert de cible aux Khmers rouges.

D'autres part, engagées par les forces révolutionnaires sur le Mékong et contre Pochentong, confirment l'orientation de leur stratégie vers une guerre d'usure. Leur principal objectif pourrait consister, dans les prochaines semaines, à réaliser un blocus aussi étanche que possible de Phnom-Penh.

Pratiquement impenable militairement, comme vient encore de le démontrer la tournure qu'ont pris les événements depuis le début de l'offensive des Khmers rouges du Nouvel An, la capitale deviendrait très vulnérable si elle était isolée.

● AU VIETNAM DU SUD, après la chute de Binh, la première capitale provinciale à être occupée par les communistes depuis la signature de l'accord de Paix et de la monnaie de la Viêrge noire, près de Tay-Ninh, l'aviation saigonaise bombarde les zones tenues par le G.R.P. pour détruire les centres logistiques des armées communistes. L'état-major indique que la perte

Japon

TOKYO VA REPRENDRE LES NÉGOCIATIONS AVEC MOSCOU EN VUE DE LA SIGNATURE D'UN TRAITÉ DE PAIX.

Tokyo (A.F.P.). — M. Michi Miyazawa, ministre japonais des affaires étrangères, se rendra le 15 janvier à Moscou pour une visite officielle de quatre jours.

Cette visite, a-t-il indiqué le ministre dans une conférence de presse, aura pour but essentiel la poursuite des négociations en vue de la signature d'un traité de paix entre les deux pays.

M. Miyazawa a indiqué qu'il avait eu des entretiens, à Moscou, il évoquerait notamment le problème des îles Kouriles, occupées par l'Union soviétique depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Il précisait qu'il s'entre-tiendrait également avec son collègue soviétique des questions relatives à la pêche, ainsi que des relations économiques et commerciales entre l'U.R.S.S. et le Japon.

(Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, le Japon et l'U.R.S.S. ont échangé des ambassadeurs en 1957, ont multiplié les relations d'affaires, mais n'ont pas pour autant signé un traité de paix en bonne et due forme. Cependant, le communiqué publié à l'issue de la visite de M. Tanaka, ancien premier ministre japonais, à Moscou, en octobre 1973, annonçait que les deux pays étaient convenus de «poursuivre les pourparlers en vue de conclure un traité de paix».

En avril 1974, le Japon a accordé un prêt de plus de 1 milliard de dollars à l'U.R.S.S. En octobre, il a été annoncé que M. Kimura, alors ministre des affaires étrangères nippon, se rendrait à Moscou vers la mi-novembre pour ébaucher un traité de paix. C'est ce voyage, remis en cause par la chute de cabinet Tanaka, qui fera prochainement le nouveau responsable de la diplomatie japonaise. La question des îles Kouriles, dont le Japon demande la restitution, paraît toutefois faire obstacle à la signature d'un traité de paix. En revanche, d'importants accords de coopération «dans les domaines économiques et commerciaux seraient sur le point d'être conclus entre les deux pays».

● Au Japon, le coût de la vie a augmenté de 0,7 % en novembre par rapport à octobre. En un an (novembre 1974 comparé à novembre 1973) la hausse est de 25,8 %.

M. Wilhelm a évoqué avec M. Giscard le projet de construction d'une usine d'enrichissement de...

Un article du Quotidien du peuple prévoit une relance de la lutte...

كندا من الأصل

DIPLOMATIE

L'impasse sino-soviétique

III. — La Chine et les grandes puissances

par ALAIN JACOB

Après les espoirs nés de la rencontre Chou En-lai-Kossyguine de 1969, les relations entre la Chine et l'U.R.S.S. sont restées à nouveau à partir de 1971. Cependant, la menace d'un conflit militaire a diminué, tandis qu'un « statu quo » s'est instauré sur le front idéologique et au sein du mouvement communiste international (« Le Monde » des 7 et 8 janvier).

Il est clair aujourd'hui que le message adressé par Pékin à Moscou à l'occasion du dernier anniversaire de la révolution d'Octobre ne marquait ni le point de départ ni le terme d'un ensemble de démarches diplomatiques visant à un règlement du différend sino-soviétique. Rien n'indique en particulier que son contenu ait fait l'objet de consultations préalables ou a posteriori entre les intéressés, comme l'aurait voulu la logique s'il avait été réellement question d'entamer ou de relancer une négociation.

L'hypothèse la plus tentante est de penser que les Chinois, en partant d'accord de non-agression et de non-recours à la force, en rappelant l'« entente » Chou En-lai-Kossyguine de septembre 1969, ont voulu prendre date, poser certains principes auxquels il leur sera possible de se référer par la suite. Quand ? Cela dépend des déclarations d'Etat de la Chine et de l'U.R.S.S. de l'appréciation qu'on en a de part et d'autre, à la fois sur le plan des relations bilatérales et dans le contexte plus général des relations internationales.

Les Soviétiques sont vraisemblablement moins demandeurs qu'à d'autres époques dans le passé. En juin 1973 encore, comme en 1970, ils ont fait savoir à la Chine qu'ils étaient disposés à engager des entretiens à l'importe quel niveau, y compris « au sommet ». Depuis, plus rien. M. Brejnev a,

au contraire, été assez sec. Le 28 novembre dernier à Oulan-Bator, lorsqu'il a dénié le moindre intérêt au message reçu de Pékin au début du même mois.

Deux explications de la nouvelle attitude soviétique viennent à l'esprit. D'une part, les craintes qu'avait fait naître au Kremlin le subtil rapprochement sino-américain se sont pour une part estompées. M. Brejnev a pu constater que les relations entre Pékin et Washington ne progressaient que lentement, qu'elles ne faisaient pas sérieusement obstacle au développement de l'entente soviéto-américaine — même lorsqu'il couvait recevoir le président Ford à Vladivostok — qu'elles ne gênaient pas, enfin, les négociations sur les sujets qui intéressent le plus : limitation des armements stratégiques, Europe, Proche-Orient et coopération économique.

Après Mao

Depuis longtemps, on estime à Moscou que la personnalité du président Mao Tse-toung constitue l'un des obstacles les plus sérieux à un règlement. Le vieux leader a gardé de mauvais souvenirs de ses relations passées avec les Soviétiques — y compris du temps de Staline — et ceux-ci pensent, à tort ou à raison, qu'il a toujours la volonté et les moyens de s'opposer à toute transaction conduisant à un rapprochement avec les Etats-Unis. On se souvient de la « lettre ouverte » dénoncée, si peu marxiste que soit cette « personnalisation » de la politique internationale, on croit volontiers à Moscou que si le pragmatisme M. Chou En-lai avait eu quelque velléité de prendre langue avec les Soviétiques, le président Mao s'y serait opposé.

ment de « super-puissance » auquel elle se refuse avec obstination. L'habileté avec laquelle elle a fait usage, une seule fois, de cette prérogative typique des grandes puissances qu'est le droit de veto au Conseil de sécurité n'y suffirait, pour elle, d'ajourner l'admission du Bangladesh est révélatrice de cette attitude.

La Chine — qui soulignait encore, dans l'éditorial commun publié pour le Nouvel An par les journaux de Pékin, la priorité qu'elle accordait au resserrement de ses liens avec les pays pauvres — n'a pas fini, d'autre part, de capitaliser sur les erreurs, les maladresses que peuvent commettre les Soviétiques, comme les Américains, dans leurs rapports avec les pays sous-développés, voire avec les mouvements de libération. Le président du Zaïre, le général Mobutu, lui rendait, à cet égard, un singulier hommage lorsqu'il déclarait, le 16 décembre dernier, à Pékin, « Lors que nous comparons votre aide à notre pays avec celle que nous recevons d'ailleurs, nous pouvons vous dire, sans flatterie aucune, que le modèle chinois de coopération est plus original et plus efficace que les autres. Car cette coopération se fait sans calcul, sans arrière-pensée, sans intérêt mercantile. » Sans doute cette aide va-t-elle en priorité aux régimes indépendants de Moscou, ou mieux encore, aux régimes qui lui sont défavorables. Mais ces relations privilégiées avec de nombreux pays du tiers-monde seraient-elles concevables si la Chine, dans les affaires du monde, acceptait de se comporter en « partenaire » des Etats-Unis et de l'U.R.S.S. ?

La « mouvance »

Enfin, le regard que la Chine jette sur le monde lui fait voir des situations historiquement injustifiées de son point de vue, inacceptables à long terme pour ses indépendances et sa sécurité. Ici intervient la notion de « sphère de mouvance ». Celle de la Chine a été envahie tout au long du dix-neuvième siècle et pendant la première moitié du vingtième. Ce qui lui paraît intolérable, c'est que depuis la fin de la période « coloniale », depuis que la Chine est « débout », l'invasion se poursuive, que l'Occident, par exemple, se contente de bases soviétiques et américaines jusqu'au golfe du Bengale et aux rivages de la mer de Chine — pour ne rien dire de la Mongolie, dont M. Chou En-lai parlait à la tribune du dixième congrès — c'est-à-dire sur les marches mêmes du continent chinois.

Se refuser à se comporter soigneusement en puissance impérialiste est une chose ; tolérer que d'autres puissances s'installent dans vos portes est une autre, à laquelle un régime chinois fort ne saurait se résigner.

A y regarder de près, les choses s'améliorent d'ailleurs progressivement à cet égard pour Pékin. Le Japon, hier exclusivement sous le coupe des Etats-Unis, s'est ouvert à sa volonté du content, tandis que les G.L.T. rembarquent d'Indochine. Reste Taïwan... demain peut-être les Philippines, la Malaisie, avec lesquelles Pékin mène une politique subtile, mais active de rapprochement. Dans une autre direction, Hanoï et Pyongyang ont gagné ces dernières années une indépendance vis-à-vis de l'U.R.S.S. La situation est trop floue dans le jeune Bangladesh pour que les dirigeants du Kremlin puissent y considérer leurs positions comme solidement assurées. Enfin, Pékin a noué de solides amitiés avec l'Iran, et point de défendre le statu quo dans le Golfe Persique, après avoir soutenu la guérilla au Dhofar.

La question est de savoir si et quand la Chine — celle de Mao Tse-toung ou celle de ses successeurs — estimera qu'un compromis est possible avec l'U.R.S.S. (à l'exception, pour le moment, de l'Indochine), dont les avantages (l'empire) sur les indésirables inconvénients que comporterait l'acceptation du statu quo du moment. A moins, comme on semble l'espérer à Pékin, que la crise mondiale n'affecte à ce point les Super-Grands qu'ils doivent renoncer, bon gré mal gré, à une partie au moins de leurs prétentions et impérialistes.

F I N

● RECTIFICATION. — Dans nos éditions du 8 janvier, à la fin du second article de A. Jacob, il fallait lire que « les P.C. chinois, espagnol, français ÉTAIENT formellement opposés à toute manœuvre de ce genre », à savoir toute tentative soviétique d'excommunication des Chinois hors du mouvement communiste, au lieu de « n'était pas ».

Italie

DES SERVICES SECRETS

Miceli fait l'objet d'un mandat d'arrêt

À l'issue de sa visite officielle en France, M. Whitlam, premier ministre australien, a quitté Paris ce mercredi matin 9 janvier, pour Rome, où il poursuivra sa tournée des capitales européennes. Après avoir été reçu à déjeuner à l'Élysée, M. Whitlam a eu mardi un entretien de quarante-cinq minutes avec le président de la République. Dans la soirée, il a offert un dîner en l'honneur de M. Chirac. L'entretien avec M. Giscard d'Estaing aurait surtout porté sur les problèmes commerciaux et énergétiques mais M. Whitlam, au cours d'une conférence de presse, s'est contenté de dire que cette conversation était hautement confidentielle. Il a étudié les questions portant sur des sujets délicats, tels que les essais nucléaires français dans le Pacifique, le contrôle des ventes éventuelles d'uranium australien à la France. L'opinion du gouvernement australien sur les récentes déclarations de M. Kissinger sur le Proche-Orient, et la proposition française de conférence tripartite sur le pétrole, que M. Whitlam juge cependant « abstrayés » dans la mesure où elle favorisait la confrontation.

Après leur réunion de Paris

LES PRÉSIDENTS DES PARLEMENTS « NEUF » SE RETROUVERONT A ROME EN SEPTEMBRE

La conférence des présidents des Assemblées parlementaires des pays membres de la Communauté européenne, qui s'est ouverte mardi matin 7 janvier à Paris, s'est terminée en fin d'après-midi. Ses membres ont ensuite été reçus à l'Élysée par M. Giscard d'Estaing. A l'invitation de M. Edgar Faure, ont répondu les présidents du Parlement européen, M. Berkhout, de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe, M. Vedovato, et des assemblées législatives des pays membres de la Communauté des Neuf, à l'exception de celui de l'Assemblée danoise, retenu dans son pays par les élections législatives, et d'un « speaker » de la Chambre des communes, qui a préféré s'absenter au moment où le maintien de l'adhésion de la Grande-Bretagne à la Communauté reste problématique. A l'issue de leurs travaux, les participants à cette réunion ont décidé de se retrouver à Rome les 26 et 27 septembre pour développer la coopération entre leurs assemblées respectives et à l'éventuelle possibilité d'autres Etats européens membres du Conseil de l'Europe.

Japon

TOKYO VA REPRENDRE LES NEGOCIATIONS AVEC MOSCOU EN VUE DE LA SIGNATURE D'UN TRAITE DE PAIX

Pékin. — L'éditorial du Nouvel An gardait un ton serein, mais le Drapeau rouge, dans un long article reproduit lundi 9 janvier au premier page du Quotidien du peuple, lance de nouveaux appels à la vigilance anti-révolutionnaire, et sur un ton vil indiquant qu'il faut probablement s'attendre à une relance de la lutte politique dans les semaines à venir. Cet article contient plusieurs accusations à peine voilées contre certaines responsables pour le mariage dont ils se sont conduits dans le passé et dont le ont mené la campagne de critiques contre Confucius et Lin Biao. Sous le titre « Formons des groupes théoriques pour combattre et prévenir le révisionnisme », l'article annonce d'emblée qu'il ne s'agit pas d'abstractions, et que la lutte sur le front théorique a toujours constitué un aspect important de la lutte de classes. Celle-ci dure longtemps et à certains moments, devient « très vive ». Il y a, en effet, dans le parti des représentants de la bourgeoisie qui « forment des théories, des courants de pensée et des slogans pour tromper l'opinion ». Le Drapeau rouge louait des exemples réussis depuis la fondation du régime, comme pour inviter à observer « il n'y a pas aujourd'hui des successeurs de Liu Shao-chi, de Chen Poia ou de Lin Biao. Il reprend la citation reproduite déjà dans l'éditorial du Nouvel An, et dit qu'il y eut sans cesse, laquelle, si l'on oublie l'histoire de la lutte de classes au sein du parti, on s'engage sur une fautive route. Cette phrase du président, il faut le rappeler, était contenue dans un texte du comité central qui, en janvier 1965, annonçait entre les lignes la prochaine révolution culturelle. Le choix de la citation, à-t-il, lui aussi, un caractère annonciateur ? L'article formule des critiques sans indulgence. « Il y a des camarades qui n'ont pas assez étudié le marxisme-léninisme, ne savent pas distinguer entre matérialisme et idéalisme et qui sont incapables de tromper ». Les lignes dites de factions sont, en définitive, des formes de lutte de classes. La situation, poursuit l'article, est excellente, mais le reconstruire ou la nier reflète le conflit des deux classes antagonistes.

Chine

Un article du « Quotidien du peuple » laisse prévoir une relance de la lutte politique

De notre correspondant

Pékin. — L'éditorial du Nouvel An gardait un ton serein, mais le Drapeau rouge, dans un long article reproduit lundi 9 janvier au premier page du Quotidien du peuple, lance de nouveaux appels à la vigilance anti-révolutionnaire, et sur un ton vil indiquant qu'il faut probablement s'attendre à une relance de la lutte politique dans les semaines à venir. Cet article contient plusieurs accusations à peine voilées contre certaines responsables pour le mariage dont ils se sont conduits dans le passé et dont le ont mené la campagne de critiques contre Confucius et Lin Biao. Sous le titre « Formons des groupes théoriques pour combattre et prévenir le révisionnisme », l'article annonce d'emblée qu'il ne s'agit pas d'abstractions, et que la lutte sur le front théorique a toujours constitué un aspect important de la lutte de classes. Celle-ci dure longtemps et à certains moments, devient « très vive ». Il y a, en effet, dans le parti des représentants de la bourgeoisie qui « forment des théories, des courants de pensée et des slogans pour tromper l'opinion ». Le Drapeau rouge louait des exemples réussis depuis la fondation du régime, comme pour inviter à observer « il n'y a pas aujourd'hui des successeurs de Liu Shao-chi, de Chen Poia ou de Lin Biao. Il reprend la citation reproduite déjà dans l'éditorial du Nouvel An, et dit qu'il y eut sans cesse, laquelle, si l'on oublie l'histoire de la lutte de classes au sein du parti, on s'engage sur une fautive route. Cette phrase du président, il faut le rappeler, était contenue dans un texte du comité central qui, en janvier 1965, annonçait entre les lignes la prochaine révolution culturelle. Le choix de la citation, à-t-il, lui aussi, un caractère annonciateur ? L'article formule des critiques sans indulgence. « Il y a des camarades qui n'ont pas assez étudié le marxisme-léninisme, ne savent pas distinguer entre matérialisme et idéalisme et qui sont incapables de tromper ». Les lignes dites de factions sont, en définitive, des formes de lutte de classes. La situation, poursuit l'article, est excellente, mais le reconstruire ou la nier reflète le conflit des deux classes antagonistes.

Chine

Pékin estime que l'hégémonisme est au bord de l'effondrement

De notre correspondant

Pékin. — La Méditerranée et l'Europe, ces deux régions stratégiques où coexistent, selon la terminologie chinoise, le deuxième et le troisième monde, fournissent le thème des discussions diplomatiques de ce début d'année. Plus précisément, c'est de questions de sécurité et d'unité régionale que s'entretient pour une large part, MM. Dom Mintoff, premier ministre de Malte, arrivé à Pékin mardi 7 janvier, et Van Der Stoep, ministre des affaires étrangères des Pays-Bas, en Chine depuis le 3 janvier et qui achève son séjour à Changhaï. La Chine a toujours prêté grande attention à Malte. Lors de la précédente visite de M. Mintoff, en 1972, elle avait accordé à Pékin un prêt important et sans intérêt, que suivirent des accords de coopération économique et technique. Le premier ministre maltais espère regarder son pays avec des perspectives favorables, commerciales et financières, de l'amitié que porte Pékin au tiers-monde. Mais là n'est pas l'intérêt principal de la visite. M. Mintoff l'a dit sans détour au banquet de mardi soir : « Nous croyons, comme la Chine, que pour les peuples de notre région, il est nécessaire de travailler en étroite coopération et de nous débarrasser du patronage et de l'hégémonie des deux super-puissances ». « Il est évident aujourd'hui, a-t-il ajouté, que sans la solution du problème palestinien et un sérieux effort pour parvenir à la sécurité en Méditerranée, l'Europe ne peut parvenir même à un début de calme et de tranquillité ». Le vice-premier ministre chinois, M. Li Hsien-nien, a consacré une bonne part de son élocution à développer le thème de la Méditerranée aux Méditerranéens. Les dirigeants chinois semblent de plus en plus convaincus que l'année dernière a marqué un renversement des rapports mondiaux, qu'ils appellent de leurs vœux depuis la conférence de Bandung, il y a vingt ans. Comme une lampe qui épuise toute son huile est prête à s'éteindre, l'ancien ordre international,

ASIE

basé sur l'impérialisme, le colonialisme et l'hégémonisme est au bord de l'effondrement », a affirmé M. Li Hsien-nien. Les entretiens de M. Van Der Stoep, qui, comme M. Mintoff, pourraient être empreints de cordialité que la Chine réserve à ses hôtes du tiers-monde. Mais ils ont porté sur des sujets d'importance. Les dirigeants chinois se sont dits favorables à une Europe occidentale unie et en mesure de résister aux pressions militaires de l'Europe orientale. Ils ont également souligné que les intérêts américains sur le continent. Les Chinois semblent avoir abandonné l'espoir, dans un proche avenir, d'une Communauté européenne de défense. Lors du banquet qui a offert le 4 janvier à M. Van Der Stoep, M. Chiao Kuan-hua a lancé un appel à la vigilance contre les Deux Grands, qui « préparent la guerre ». Le ministre chinois a déclaré que la satisfaction devant l'évolution des derniers mois : « Vous ne nous avez pas déçus, et-t-il dit, que le peuple d'Europe occidentale s'efforcera de renforcer l'unité des pays de l'Europe occidentale sur la base de l'indépendance et de la souveraineté, de même qu'ils renforcent leur unité avec les peuples d'autres parties du monde, y compris du tiers-monde, dans une coopération et une coopération étroite et mutuelle de super-puissance ». Dans une conférence de presse, le ministre hollandais a estimé que l'intérêt que porte la Chine aux questions européennes pourrait le conduire à désigner un ambassadeur auprès de la Communauté économique.

Nécessaire détente ?

Les besoins de la coopération économique et technique pousseraient-ils dans le même sens ? La production agricole a tendance à plafonner, au moins par rapport à la croissance démographique. Un effort supplémentaire est donc nécessaire dans le domaine des engrais et de la mécanisation, indispensables à la mise en valeur de terres encore peu ou pas exploitées. A l'échelle de la Chine, c'est une entreprise considérable qui demande une vaste concentration de moyens. Ou les prendre ? Là, comme ailleurs, la réduction des dépenses militaires peut devenir une nécessité. Les mêmes raisons qui ont poussé la direction soviétique à une politique de détente vis-à-vis des Etats-Unis ne pourraient-elles incliner la Chine à en faire autant envers l'U.R.S.S. ? Le réalisme n'est qu'apparent. Ce qui caractérise essentiellement — du moins jusqu'à tout récemment — les relations soviéto-américaines, c'est un relatif équilibre des forces, un respect mutuel des positions acquises par chacun, un engagement réciproque — inscrit en toutes lettres dans les textes — de ne pas chercher à s'assurer d'un avantage unilatéral sur le partenaire.

La Chine ne peut, d'aucune manière, entrer dans ce jeu. Sur le plan des principes, ce serait de sa part adopter ce comporte-

ment de « super-puissance » auquel elle se refuse avec obstination.

PROCHE-ORIENT

LE PRÉSIDENT DU CONGRÈS JUIF MONDIAL ET LE PROBLÈME PALESTINIEN Une négociation est possible entre Israël et l'O.L.P. nous déclare M. Nahum Goldmann

L'U.R.S.S. n'a pas remplacé les armes perdues par l'Égypte durant la guerre d'octobre réaffirme le président Sadate

L'Union soviétique n'a pas jusqu'à présent compensé les pertes égyptiennes d'armes de la guerre d'octobre, alors qu'elle a déjà fait depuis quatorze mois pour la Syrie et que les États-Unis l'ont fait avant le cessez-le-feu pour Israël, a déclaré en substance le président Sadate dans une interview publiée ce mercredi 8 janvier par le journal *Al Anwar*, de Beyrouth.

Relevant que le Caire a demandé à l'U.R.S.S. non seulement de compenser les pertes, mais aussi d'écarter les engagements soviétiques entre les deux pays dans le domaine des fournitures militaires et de l'aider à faire face à la nouvelle évolution intervenue dans le domaine des armes après la bataille de Yom Kippour, Sadate indique que « depuis le cessez-le-feu d'octobre 1973 l'Égypte n'a reçu que quelques fournitures militaires, dont le prix a d'ailleurs été réglé par le président Hosni Bourguiba durant la guerre d'octobre, ainsi que des munitions et des pièces de rechange ».

Le chef de l'État égyptien se déclare mécontent « particulièrement » de la sincérité des raisons qui ont motivé l'ajournement de la visite de M. Leonid Brejnev en Égypte, initialement prévue pour le mi-janvier, laquelle, a-t-il dit, devait inaugurer une nouvelle page dans les relations égypto-soviétiques.

De son côté, M. Kamal Aboul Magd, ministre égyptien de l'Information, a catégoriquement démenti, mardi 7 janvier, au cours d'une conférence de presse tenue au Caire, que le gouvernement égyptien ait été informé de propositions israéliennes relatives par M. Allon, ministre israélien des Affaires étrangères, à M. Kissinger. Il a déclaré : « Aucun offre, quelle qu'elle soit, n'a été faite à l'Égypte récemment con-

cernant un nouveau retrait partiel... »

Parlant des récentes déclarations de M. Kissinger à *Business Week*, le ministre égyptien a qualifié d'« inopportunes », ajoutant qu'elles ne servent pas la paix dans la région ni dans le monde ». A propos de la visite projetée de M. Brejnev au Caire, il a affirmé que son gouvernement espérait toujours qu'elle aurait lieu ultérieurement, sur un accord fondamental sur les questions essentielles devant être traité au niveau des chefs d'État.

A Jérusalem, d'autre part, M. Allon — qui doit se rendre le 15 janvier à Washington — a déclaré mardi devant la commission des Affaires étrangères de Knesset qu'Israël ne négocierait pas de nouvel accord intérimaire avec l'Égypte sous la pression de quelque pays que ce soit et ne proposerait pas à Washington de nouvelles lignes de désengagement allant au-delà des principes généraux présentés en décembre dernier lors de sa précédente visite aux États-Unis. Selon l'A.P.F., le gouvernement israélien aurait refusé de donner à M. Allon un mandat clair pour un nouvel accord intérimaire avec l'Égypte. On annonce que M. Allon fera escale à Londres à son retour de Washington pour rencontrer le premier ministre britannique, M. Wilson.

Enfin, dans une interview au *Figaro*, M. Itzhak Rabin, premier ministre israélien, a déclaré, en réponse à une question sur la nomination du physicien M. Yonvan Neeman, président de l'université de Tel-Aviv, au poste de conseiller du ministre de la Défense, qu'Israël n'avait « absolument pas décidé d'intégrer le facteur nucléaire dans sa stratégie ».

Les propos du Dr Nahum Goldmann, président du Congrès juif mondial, suscitent souvent des remous dans l'opinion israélienne. Personnalité éminente de l'établissement de la Diaspora, il ne s'est cependant jamais considéré comme l'un de ses membres et a été plus d'une fois en désaccord avec les dirigeants de l'État d'Israël, notamment avec M. Ben Gourion et Mme Golda Meir. Il a pourtant mené avec succès, pendant plus d'un demi-siècle, de délicates négociations, notamment celle qui a conduit à l'accord sur le paiement par Baon de réparations aux victimes du nazisme. Mais il n'a pas hésité à critiquer le gouvernement d'Israël, en particulier après la guerre de six jours, quand il estimait que sa politique conduisait à une dangereuse impasse. Ses propos pourraient être interprétés comme une critique de l'État juif. Quant à la solution proposée, elle est très controversée. Elle est résolue en tant que tel. Or, pour être, par exemple, d'origine, un statut spécial à la ville sainte, qui ne seule intéressent les musulmans, les chrétiens, tout en maintenant l'unité géographique et administrative de la ville entière. Si les Améens refusent de reconnaître Israël, ils perdent la sympathie et l'appui de la majorité de l'opinion publique, puisque l'État juif est bien que l'Ouest et une grande partie du tiers-monde insistent sur l'existence d'Israël et la reconnaissance de l'État juif.

« Le seul de nombre d'États de ne pas contraindre les détenteurs arabes de ressources pétrolières et financières fabuleuses... »

L'argumentation d'Israël, selon laquelle une telle attitude est « immorale », est justifiée sur le plan de l'éthique mais malheureusement pas réaliste. La morale est très peu en ligne de compte quand il s'agit de la survie d'un État. L'État juif est un État qui a survécu à la Shoah et qui a survécu à la persécution. L'État juif est un État qui a survécu à la Shoah et qui a survécu à la persécution. L'État juif est un État qui a survécu à la Shoah et qui a survécu à la persécution.

Angola
...alistes seraient d'accord
gouvernement de transition

... à l'Union soviétique...
... de compenser les pertes...
... d'écarter les engagements soviétiques...

... de la sincérité des raisons...
... de l'ajournement de la visite...
... de M. Leonid Brejnev en Égypte...

Yugoslavie
... de la conférence de presse tenue...
... au Caire, que le gouvernement égyptien...

... de son côté, M. Kamal Aboul Magd...
... ministre égyptien de l'Information...
... a catégoriquement démenti...

Liban
Les présidents Frangé et Assad
décident de coordonner leurs efforts
sur le plan militaire

Beyrouth. — Les Libanais étaient nombreux à accueillir, mardi 7 janvier, le général Assad, premier chef d'État syrien en visite officielle au Liban depuis 1960. Salué au poste frontière de Masnaa, le cortège présidentiel a suivi la route nationale jusqu'à Chitaura, centre de villégiature à 40 kilomètres de Beyrouth. C'est pour des raisons de sécurité, semble-t-il, que la rencontre entre le général Assad et le président Frangé n'a pas eu lieu dans la capitale.

Dans l'entourage des deux délégations on se montre satisfait de l'esprit de cette rencontre, qualifiée de « franche et cordiale », bien qu'elle ne semble pas avoir abouti à des résultats concrets. Une partie des pourparlers a été consacrée au contentieux économique entre les deux pays, relatif notamment aux droits de transit, au séjour des ouvriers syriens au Liban, et à l'exploitation commune des eaux de l'Oronté, fleuve qui prend sa source au Liban. Ces problèmes, qui remontent à une quinzaine d'années, sont restés en suspens, malgré les travaux et les suggestions des commissions mixtes chargées de les résoudre. Il semble toutefois que le président Assad ait assuré son homologue libanais de la détermination de son gouvernement de tout mettre en œuvre pour résoudre la coopération économique entre les deux pays, « dont les intérêts, a-t-il ajouté, ont toujours été et demeurent complémentaires ».

IMPRIMEZ SANS FRAIS VOS THÈSES
Consultez les Presses du Palais-Royal 35 rue Sainte-Anne Paris 201000. Depuis 1955 spécialiste du roman et livres de diffusion à l'échelle mondiale. Créatif, moderne - Délivrance très rapide.

JUSQU'À ÉPUISEMENT DU STOCK
Las Fourcues
SACRIFIÉ
Splendide Collection de Fourcues Fines.
Maitres de Vison, PANTHERE, CASTOR, ASTRACAN, OCELOT, RAT D'AMÉRIQUE, LAPIN, RENARD, etc.
42, rue de Miroménil (9^e)
T.M. 265.36.17

NOTRE Télex
A VOTRE DISPOSITION POUR VOS COMMUNICATIONS
Vous nous téléphonez vos messages. Nous les télétransmettons à vos destinataires. Vos correspondants nous répondent par télex. Nous vous télétransmettons 40 à 60 messages par heure.
Europe : 748F US\$ 21,10F Japon : 26,50 F etc.
Abonnement 75 F par mois ou supplément 7,50 F par ligne.
Etranger
SERVICE TÉLEX
34421212 + 34480026
1, rue Hector Malot, 75012 PARIS
Agence à Lille et 50 correspondants.

LIÈRE.

Liban
Les présidents Frangé et Assad
décident de coordonner leurs efforts
sur le plan militaire

Plus délicate et plus complexe est la question de la défense du territoire, qui concerne désormais autant les Libanais que les Syriens. Depuis plusieurs jours, le Liban du Sud est le théâtre d'incursions israéliennes et de raids de représailles contre les villages soupçonnés d'être r g e r des foyers de résistance. C'est pour des raisons de sécurité, semble-t-il, que la rencontre entre le général Assad et le président Frangé n'a pas eu lieu dans la capitale.

Dans l'entourage des deux délégations on se montre satisfait de l'esprit de cette rencontre, qualifiée de « franche et cordiale », bien qu'elle ne semble pas avoir abouti à des résultats concrets. Une partie des pourparlers a été consacrée au contentieux économique entre les deux pays, relatif notamment aux droits de transit, au séjour des ouvriers syriens au Liban, et à l'exploitation commune des eaux de l'Oronté, fleuve qui prend sa source au Liban. Ces problèmes, qui remontent à une quinzaine d'années, sont restés en suspens, malgré les travaux et les suggestions des commissions mixtes chargées de les résoudre. Il semble toutefois que le président Assad ait assuré son homologue libanais de la détermination de son gouvernement de tout mettre en œuvre pour résoudre la coopération économique entre les deux pays, « dont les intérêts, a-t-il ajouté, ont toujours été et demeurent complémentaires ».

Syrie
LE PREMIER MINISTRE TUNISIEN, M. Hedli Nouria, a achevé lundi 7 janvier une visite de cinq jours à Damas. Il avait signé dans la matinée avec son homologue syrien, M. Mahmoud Ayoubi, un accord économique de deux ans et un programme de coopération dans le domaine culturel et celui de l'information. — (Reuters).

LA SYRIE commande une station terrestre de télécommunications à la France. C'est la société Telespac, filiale de Thomson et de la C.G.E., qui construira cette station « clé en main ».

INPRIMEZ SANS FRAIS VOS THÈSES
Consultez les Presses du Palais-Royal 35 rue Sainte-Anne Paris 201000. Depuis 1955 spécialiste du roman et livres de diffusion à l'échelle mondiale. Créatif, moderne - Délivrance très rapide.

LIÈRE.

La méthode de M. Kissinger est inefficace
— Dans ces conditions, mon-
sieur le président, que devrait
être le rôle de l'ONU pour
sortir de l'impasse ?

— Il faudrait qu'il prenne des initiatives, d'audacieuses initiatives. Seuls les Arabes peuvent se payer le luxe de temporiser, puis-
sant le temps travaille pour eux. C'est pourquoi j'estime que la méthode dite des « petits pas », adoptée par M. Kissinger est inefficace et inadéquate. La situation explosive au Proche-Orient, elle nécessite un règlement rapide et radical. Or un tel règlement n'est possible que si les États-Unis et l'U.R.S.S. agissent en étroite collaboration. Israël ne peut pas se permettre de continuer à mener sa politique d'isolement dans la guerre froide entretenue dans l'opinion une dangereuse illusion.

Toute tentative d'éliminer les Soviétiques d'un règlement au Proche-Orient non seulement est futile mais encore accroît le risque d'une nouvelle guerre.

— Copie leu de l'actuel rapport des forces militaires.
Israël pour l'ONU.
Il faut que l'ONU prenne une nouvelle initiative.

— Rien n'est moins certain. Une victoire éclair, analogue à celle de 1967, n'est pas probable. Israël risque fort de subir de lourdes pertes humaines, en raison de l'armement dont disposent les Arabes, qui peuvent d'ailleurs subir des pertes plus grandes sans être trop affectés, vu leur population beaucoup plus nombreuse. En tout cas, une nouvelle victoire de l'État juif, comme les précédentes, ne résoudrait pas le problème ; au contraire, elle aggraverait en renouant les tentatives revanchardes dans le conflit arabo-israélien. Je suis persuadé, cependant, que les deux Super-Grands ne permettraient ni une défaite arabe — que les Soviétiques ne toléreraient pas — ni une victoire arabe, à moins qu'elle ne soit à laquelle seraient obstacle les Américains afin de ne pas s'aliéner le monde arabe, qui risquerait alors de se tourner résolument vers Moscou.

— Si tel est le cas, quelle serait l'issue pour Israël ?

— Le gouvernement de Jérusalem devrait accepter la résolution 242 du conseil de sécurité, proposer la restitution des territoires conquis en 1967 en échange d'une paix formelle et de la reconnaissance de l'État juif. Israël n'est pas indésirable d'exiger, en outre, l'établissement de relations diplomatiques, acte qui relève exclusivement de la souveraineté nationale des États arabes. D'autre part, des rectifications mineures des frontières de

Les occasions manquées
« Depuis, le gouvernement de Jérusalem n'a pas saisi les nombreuses occasions qui auraient pu peut-être conduire à une réconciliation avec les Arabes, parce qu'il n'était pas disposé à accepter la reconnaissance de l'État juif par les États arabes. La dernière en date de ces occasions s'était offerte après la guerre de six jours. Quelques jours avant le déclenchement des hostilités, le premier ministre israélien, M. Eshkol, avait déclaré solennellement qu'Israël n'avait aucune ambition territoriale. Si après sa victoire écrasante Israël avait offert aux Arabes l'évacuation des territoires occupés — à l'exception de Jérusalem — et en échange de leur délimitation, avec des garanties juridiques de grandes puissances et la reconnaissance formelle d'Israël par les États arabes et la signature d'un traité de paix, — il y aurait eu, selon mon opinion et celle de nombreux experts, une chance d'aboutir. En tout cas il aurait fallu essayer. Si les Arabes avaient refusé, l'opinion publique mondiale les aurait condamnés. L'attitude d'Israël était fondée sur la conviction que je n'ai jamais partagée, et contre laquelle je m'étais manifesté des années durant dans des discussions publiques avec Ben Gourion — que le temps travaille en sa faveur, que le statu quo était préférable puisque les Arabes et le monde entier finiraient par se résigner à tous les faits accomplis. La guerre du Kippour et la crise pétrolière ont démontré que le contraire était vrai, que les Arabes gagnaient du terrain à un rythme bien plus rapide que je ne l'avais moi-même prévu. »

« Bref, je dirai que visiblement actuel d'Israël est dû essentiellement à deux facteurs :
« 1) La politique dite du statu

Use confédération entre deux États souverains ?
— Comment envisager-vous la solution du problème spécifiquement palestinien ?

— Le mouvement sioniste, dès sa naissance, et surtout l'État d'Israël depuis sa fondation, ont été fondés sur la conviction que Juifs et Arabes peuvent non seulement coexister, mais aussi coopérer, dans leur intérêt commun. Une confédération des États du Proche-Orient, la coopération judéo-arabe avec le dynamisme et le know-how israéliens d'une part et la puissance financière et économique arabe de l'autre pourraient créer rapidement au Proche-Orient un nouveau centre florissant de civilisation humaine, tel qu'il n'existait dans l'antiquité.

— Comment leu de l'actuel rapport des forces militaires.
Israël pour l'ONU.
Il faut que l'ONU prenne une nouvelle initiative.

— Rien n'est moins certain. Une victoire éclair, analogue à celle de 1967, n'est pas probable. Israël risque fort de subir de lourdes pertes humaines, en raison de l'armement dont disposent les Arabes, qui peuvent d'ailleurs subir des pertes plus grandes sans être trop affectés, vu leur population beaucoup plus nombreuse. En tout cas, une nouvelle victoire de l'État juif, comme les précédentes, ne résoudrait pas le problème ; au contraire, elle aggraverait en renouant les tentatives revanchardes dans le conflit arabo-israélien. Je suis persuadé, cependant, que les deux Super-Grands ne permettraient ni une défaite arabe — que les Soviétiques ne toléreraient pas — ni une victoire arabe, à moins qu'elle ne soit à laquelle seraient obstacle les Américains afin de ne pas s'aliéner le monde arabe, qui risquerait alors de se tourner résolument vers Moscou.

— Si tel est le cas, quelle serait l'issue pour Israël ?

— Le gouvernement de Jérusalem devrait accepter la résolution 242 du conseil de sécurité, proposer la restitution des territoires conquis en 1967 en échange d'une paix formelle et de la reconnaissance de l'État juif. Israël n'est pas indésirable d'exiger, en outre, l'établissement de relations diplomatiques, acte qui relève exclusivement de la souveraineté nationale des États arabes. D'autre part, des rectifications mineures des frontières de

Vicoprive
vous aide
à ne plus fumer

Vicoprive
chez votre pharmacien

Use confédération entre deux États souverains ?
— Comment envisager-vous la solution du problème spécifiquement palestinien ?

— Le mouvement sioniste, dès sa naissance, et surtout l'État d'Israël depuis sa fondation, ont été fondés sur la conviction que Juifs et Arabes peuvent non seulement coexister, mais aussi coopérer, dans leur intérêt commun. Une confédération des États du Proche-Orient, la coopération judéo-arabe avec le dynamisme et le know-how israéliens d'une part et la puissance financière et économique arabe de l'autre pourraient créer rapidement au Proche-Orient un nouveau centre florissant de civilisation humaine, tel qu'il n'existait dans l'antiquité.

— Comment leu de l'actuel rapport des forces militaires.
Israël pour l'ONU.
Il faut que l'ONU prenne une nouvelle initiative.

— Rien n'est moins certain. Une victoire éclair, analogue à celle de 1967, n'est pas probable. Israël risque fort de subir de lourdes pertes humaines, en raison de l'armement dont disposent les Arabes, qui peuvent d'ailleurs subir des pertes plus grandes sans être trop affectés, vu leur population beaucoup plus nombreuse. En tout cas, une nouvelle victoire de l'État juif, comme les précédentes, ne résoudrait pas le problème ; au contraire, elle aggraverait en renouant les tentatives revanchardes dans le conflit arabo-israélien. Je suis persuadé, cependant, que les deux Super-Grands ne permettraient ni une défaite arabe — que les Soviétiques ne toléreraient pas — ni une victoire arabe, à moins qu'elle ne soit à laquelle seraient obstacle les Américains afin de ne pas s'aliéner le monde arabe, qui risquerait alors de se tourner résolument vers Moscou.

— Si tel est le cas, quelle serait l'issue pour Israël ?

— Le gouvernement de Jérusalem devrait accepter la résolution 242 du conseil de sécurité, proposer la restitution des territoires conquis en 1967 en échange d'une paix formelle et de la reconnaissance de l'État juif. Israël n'est pas indésirable d'exiger, en outre, l'établissement de relations diplomatiques, acte qui relève exclusivement de la souveraineté nationale des États arabes. D'autre part, des rectifications mineures des frontières de

Use confédération entre deux États souverains ?
— Comment envisager-vous la solution du problème spécifiquement palestinien ?

— Le mouvement sioniste, dès sa naissance, et surtout l'État d'Israël depuis sa fondation, ont été fondés sur la conviction que Juifs et Arabes peuvent non seulement coexister, mais aussi coopérer, dans leur intérêt commun. Une confédération des États du Proche-Orient, la coopération judéo-arabe avec le dynamisme et le know-how israéliens d'une part et la puissance financière et économique arabe de l'autre pourraient créer rapidement au Proche-Orient un nouveau centre florissant de civilisation humaine, tel qu'il n'existait dans l'antiquité.

— Comment leu de l'actuel rapport des forces militaires.
Israël pour l'ONU.
Il faut que l'ONU prenne une nouvelle initiative.

— Rien n'est moins certain. Une victoire éclair, analogue à celle de 1967, n'est pas probable. Israël risque fort de subir de lourdes pertes humaines, en raison de l'armement dont disposent les Arabes, qui peuvent d'ailleurs subir des pertes plus grandes sans être trop affectés, vu leur population beaucoup plus nombreuse. En tout cas, une nouvelle victoire de l'État juif, comme les précédentes, ne résoudrait pas le problème ; au contraire, elle aggraverait en renouant les tentatives revanchardes dans le conflit arabo-israélien. Je suis persuadé, cependant, que les deux Super-Grands ne permettraient ni une défaite arabe — que les Soviétiques ne toléreraient pas — ni une victoire arabe, à moins qu'elle ne soit à laquelle seraient obstacle les Américains afin de ne pas s'aliéner le monde arabe, qui risquerait alors de se tourner résolument vers Moscou.

— Si tel est le cas, quelle serait l'issue pour Israël ?

— Le gouvernement de Jérusalem devrait accepter la résolution 242 du conseil de sécurité, proposer la restitution des territoires conquis en 1967 en échange d'une paix formelle et de la reconnaissance de l'État juif. Israël n'est pas indésirable d'exiger, en outre, l'établissement de relations diplomatiques, acte qui relève exclusivement de la souveraineté nationale des États arabes. D'autre part, des rectifications mineures des frontières de

Use confédération entre deux États souverains ?
— Comment envisager-vous la solution du problème spécifiquement palestinien ?

— Le mouvement sioniste, dès sa naissance, et surtout l'État d'Israël depuis sa fondation, ont été fondés sur la conviction que Juifs et Arabes peuvent non seulement coexister, mais aussi coopérer, dans leur intérêt commun. Une confédération des États du Proche-Orient, la coopération judéo-arabe avec le dynamisme et le know-how israéliens d'une part et la puissance financière et économique arabe de l'autre pourraient créer rapidement au Proche-Orient un nouveau centre florissant de civilisation humaine, tel qu'il n'existait dans l'antiquité.

— Comment leu de l'actuel rapport des forces militaires.
Israël pour l'ONU.
Il faut que l'ONU prenne une nouvelle initiative.

— Rien n'est moins certain. Une victoire éclair, analogue à celle de 1967, n'est pas probable. Israël risque fort de subir de lourdes pertes humaines, en raison de l'armement dont disposent les Arabes, qui peuvent d'ailleurs subir des pertes plus grandes sans être trop affectés, vu leur population beaucoup plus nombreuse. En tout cas, une nouvelle victoire de l'État juif, comme les précédentes, ne résoudrait pas le problème ; au contraire, elle aggraverait en renouant les tentatives revanchardes dans le conflit arabo-israélien. Je suis persuadé, cependant, que les deux Super-Grands ne permettraient ni une défaite arabe — que les Soviétiques ne toléreraient pas — ni une victoire arabe, à moins qu'elle ne soit à laquelle seraient obstacle les Américains afin de ne pas s'aliéner le monde arabe, qui risquerait alors de se tourner résolument vers Moscou.

— Si tel est le cas, quelle serait l'issue pour Israël ?

— Le gouvernement de Jérusalem devrait accepter la résolution 242 du conseil de sécurité, proposer la restitution des territoires conquis en 1967 en échange d'une paix formelle et de la reconnaissance de l'État juif. Israël n'est pas indésirable d'exiger, en outre, l'établissement de relations diplomatiques, acte qui relève exclusivement de la souveraineté nationale des États arabes. D'autre part, des rectifications mineures des frontières de

L'ÉCOLE ET LA NATION
168, rue du Temple, 75003 Paris - Tel. 277-35-22
DANS LE NUMÉRO DE JANVIER, UN DOSSIER
L'ÉCOLE MATERNELLE
LE NUMÉRO : 8 F
C.C.P. PARIS 2 1589 64

ERRATUM. — Dans l'article de Maurice Duvrier, « La Note de Jérusalem », une ligne sautée a rendu incompréhensible le passage suivant qui se lit ainsi :
« M. Kissinger alderait sans doute à rendre moins utilisable la plus dangereuse des machines infernales actuellement en état de marche. »

ERRATUM. — Dans l'article de Maurice Duvrier, « La Note de Jérusalem », une ligne sautée a rendu incompréhensible le passage suivant qui se lit ainsi :
« M. Kissinger alderait sans doute à rendre moins utilisable la plus dangereuse des machines infernales actuellement en état de marche. »

ERRATUM. — Dans l'article de Maurice Duvrier, « La Note de Jérusalem », une ligne sautée a rendu incompréhensible le passage suivant qui se lit ainsi :
« M. Kissinger alderait sans doute à rendre moins utilisable la plus dangereuse des machines infernales actuellement en état de marche. »

ERRATUM. — Dans l'article de Maurice Duvrier, « La Note de Jérusalem », une ligne sautée a rendu incompréhensible le passage suivant qui se lit ainsi :
« M. Kissinger alderait sans doute à rendre moins utilisable la plus dangereuse des machines infernales actuellement en état de marche. »

POLITIQUE

LA POLEMIQUE ENTRE LE PARTI COMMUNISTE ET LE PARTI SOCIALISTE

A EUROPE 1

M. Marchais fait grief à M. Mitterrand de son «étrange silence»

M. Georges Marchais a mis en cause, mardi 7 janvier sur les antennes d'Europe 1, les prises de position de dirigeants socialistes « allant dans le sens de ce que veut le pouvoir », et il précise : « Ces prises de position de Gaston Duffert, de Martinet, de Taddéi, de Rocard, cet article publié (1) par Attali — ce n'est pas l'importance qui compte — c'est le conseiller économique de François Mitterrand — qui nie l'existence de la crise, qui déclare qu'il n'y a pas de responsables politiques, ce serait l'économie, le système, comme s'ils ne fonctionnaient pas grâce à un personnel politique tout dévoué aux intérêts des grands monopoles... »

« Ces prises de position, qui ne se réfèrent au programme commun de la gauche, nous ne les avons pas entendues ! Ces positions, elles existent, elles sont connues, elles sont publiques. »

« Nous avons dit, nous, ces choses clairement dans le pays, et que nous aurions considéré aujourd'hui ? Que François Mitterrand garde un étrange silence, un silence — je vous le dis tran-

quillement — qui me confirme, qui nous confirme tous dans l'idée que nous avons eu raison de poser des problèmes, parce que le fait que François Mitterrand agisse comme si nous lui cherchions une fausse querelle — position qui le conduit à ne pas se déterminer par rapport aux déclarations dont le vif de la situation. —

« Je mets en cause le premier secrétaire du parti socialiste, car il est responsable de son parti comme moi je suis responsable du mien. Quant à François Mitterrand, continuant d'agir comme s'il n'y avait pas de problème, comme si les faits réels que chacun de nous n'a pu vérifier n'existaient pas, je dis : il les couvre. C'est tout. »

M. Marchais a ajouté qu'il n'y aurait pas de rupture de l'Union de la gauche du fait du parti communiste.

« Nous osons, a-t-il déclaré, confiance dans le mouvement des masses. L'unité est un combat, nous ne sommes pas des idéologues. Nous sommes des hommes de terrain. Lorsque, pour la première fois, avec Waldeck Rochet, nous avons proposé un programme commun, la réponse du parti socialiste a été : programme commun de gouvernement, jamais. Mais nous sommes parvenus au bout de dix ans. En dix ans, il a été suffisamment fort, y compris au sein du parti socialiste, pour aboutir à la signature d'un programme commun. »

« C'est avec la même conviction que nous abordons la nouvelle bataille en faveur de l'unité. »

M. ANDRIEU ESTIME QUE M. ROCARD SE RAPPROCHE DE M. GISCARD D'ESTAING

Au cours d'une confrontation organisée, mardi 7 janvier, par Europe 1 entre MM. René Andrieu, membre du comité central du P.C., et Michel Rocard, ancien secrétaire national du P.S.U., nouvel adhérent du parti socialiste, le premier a reproché au second de se rapprocher, en ce qui concerne la crise économique, de M. Giscard d'Estaing. Il a déclaré :

« Michel Rocard développe des idées qui sont très proches de celles du programme commun de la gauche qui sont inacceptables pour ceux qui veulent réellement appliquer demain ce programme. »

« Ce qui est encore plus préoccupant, c'est qu'il ait signé la même motion que François Mitterrand pour le congrès de Pau. »

Le secrétaire du P.S. n'entend pas répondre aux attaques personnelles

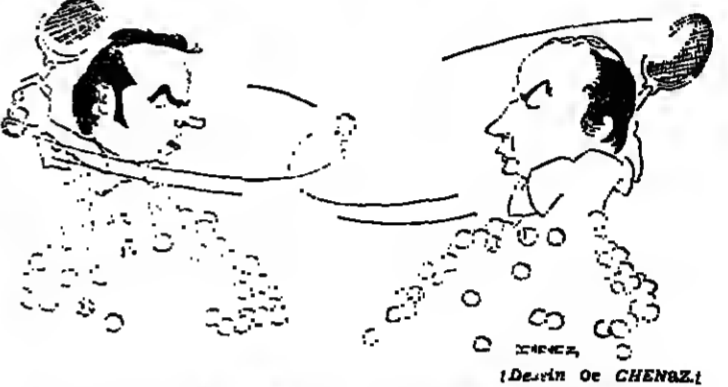
(Suite de la première page.)

Non que M. Mitterrand n'ait rien à répondre, mais parce que cette réponse figure, selon ses proches, dans le texte de la motion dont il est le premier signataire, devant MM. Mauroy, Delferre, Savary, Jaquet, Mernez, Poperen, Rocard — même lui — notamment.

« Les principaux dirigeants du P.S. déclarent : « On assiste aujourd'hui à une campagne du parti communiste tendant à laisser entendre que le P.S. serait prêt à faire supporter aux travailleurs les conséquences de la

ne suffisent plus. Il est fini le temps où le parti communiste n'exigeait qu'un bonnet et une forme. Aujourd'hui, il faut davantage pour élever le degré de qualité de l'union de la gauche », car, comme l'explique M. Marchais, « l'unité en soi, ça ne veut rien dire ».

« Peu importe, du reste, que M. Mitterrand réponde ou se taise. Ce n'est pas tant sur lui que les communistes font pression que sur le mouvement des masses ». Dans un premier temps,



(Dessin de CHENAZ)

crise du capitalisme mondial. Il s'agit d'une contre-vérité qui doit être dénoncée comme telle. La direction nationale du P.S. a, au contraire, par ses prises de position publiques et constantes de son premier secrétaire et des secrétaires nationaux, analysé la crise économique, révisé les contradictions du capitalisme parvenu au stade multinational et cherchant à échapper à ses propres lois économiques, notamment à la baisse de rentabilité du capital, en misant sur l'inflation et le chômage. Le P.S. a déclaré hautement qu'il n'était pas question pour la gauche de gérer la crise pour le compte du grand capital, et qu'il se refusait à lui, à toute autre hypothèse de gouvernement que celle qui découle de l'union de la gauche et de l'application du programme commun, quelle que soient les hésitations de ses partenaires, il prendrait, quant à lui, les responsabilités conformes à ses objectifs. »

Les écrits ont beau rester. Ils

le processus qui a conduit à l'union de la gauche a coûté cher au communisme français, dans un second temps, son accélération et son approfondissement (lui rendre sa primauté : stratégie à long terme ou fuite en avant ?) Ce qui est sûr, c'est que le P.C.F. aborde la nouvelle bataille pour l'unité avec la volonté d'y consacrer tout le temps nécessaire : n'a-t-il pas fallu dix ans pour obtenir des socialistes qu'ils signent le programme commun ? Le parti communiste avait le choix entre deux rôles : continuer comme devant et devenir « force d'appoint », ou réussir vivement, lui-même en mettant provisoirement à mal l'union de la gauche. Il a choisi le second.

Le jeune parti socialiste doit accéder à l'âge adulte et prouver désormais qu'il est capable de vivre par lui-même, en cessant de bénéficier de l'euphorie militaire dans lequel se trouve la situation centriste.

ANDRÉ LAURENS.

Les socialistes se constituent en groupe d'opposition au sein du conseil municipal de Nancy

Nancy. — Les six socialistes qui étaient alliés aux centristes en 1971, lors des élections municipales ont pris, lundi 6 janvier, une double décision. Gérard Cureau, conseiller général de Neuves-Maisons, chef de file du P.S. au sein du conseil municipal, a abandonné ses délégations de deuxième adjoint. Trois socialistes ont rejoint le groupe centriste. MM. Cochenet, Salom et Bertran se sont solidarisés avec lui et constituent désormais un groupe d'opposition au sein du conseil municipal. M. Roger Claudel, ancien conseiller municipal, a donné en conséquence, ainsi qu'un autre conseiller municipal, M. Roger Claudel, sa démission du parti socialiste.

C'est à l'occasion des élections partielles de 1969, en pleine crise municipale, que les candidats socialistes étaient entrés sur la liste de Nancy-capitale, conduits par M. Marcel Martin (modéré), ancien sénateur. A l'époque, la section de Nancy et la fédération départementale S.F.I.O. avaient donné le feu vert. En mars 1971,

De notre correspondant

lors des élections municipales, l'alliance centriste et socialiste avait été reconduite.

Dans une lettre, M. Cureau et ses collègues rappellent d'abord dans quelles circonstances la section de Nancy du parti socialiste leur avait demandé de figurer sur la liste de Nancy-capitale. Ils notent : « Alors Nancy qu'il ne faut pas prendre conscience du déclin de son rôle. Il fallait lui redonner la place régionale que l'inertie des municipalités réactionnaires ontideries avait compromisesur-Seine et l'élaboration du programme commun de la gauche, les batailles électorales ont, créé une situation nouvelle et mémorable, un réexamen des conditions de la participation des socialistes au conseil municipal de Nancy. »

« Maintenir les responsabilités que les élus socialistes assument à la mairie pourrait paraître, s'ils continuent à les exercer, comme une caution qu'ils apporteraient à une collaboration de classe en opposition avec l'orientation gé-

nérale de notre formation politique. »

Les socialistes signalent au passage leur désaccord avec divers points de la gestion municipale, en particulier l'usine des eaux de Saint-Charles. Ils rappellent qu'ils ont refusé le budget de 1974. Ils concluent : « Nous continuerons à signer au conseil municipal où nous ont placés les Nanciens, avec la volonté de constituer un bloc d'opposition dont le souci sera de représenter et défendre les intérêts de toute la population, et plus particulièrement des travailleurs. » — C. L.

UN DERNIER CAS A REGLER

En 1971, avant l'entrée au parti socialiste de François Mitterrand, lors du congrès d'Épinay-sur-Seine, en juin 1971, et avant la signature en juin 1972 du programme commun de gouvernement, le parti socialiste avait admis sa contribution à l'occasion des élections municipales, de listes communes avec les centristes. De ce type d'alliances ont découlé deux situations différentes. Dans le plus grand nombre de cas, le P.S. a fait élire des listes au sein desquelles il était majoritaire et où figuraient simplement des éléments centristes, qui appartenaient à quelque sorte de « caution » à la gestion du P.S. Tel est le cas dans des villes comme Lille et Marseille.

Tout en décidant de ne plus signer de telles alliances dans l'avenir, le P.S. est résolu à maintenir ces situations jusqu'à l'expiration des mandats municipaux. Il estime en effet que le P.S. doit continuer à exercer son rôle et d'appliquer sa propre politique et que la présence à ses côtés d'éléments centristes est de même nature que celle des listes du P.C.F.

Dans quatre villes, toutefois, c'est la situation inverse qui s'est produite et le P.S. s'est trouvé en minorité au sein de listes communes centristes. Il s'agit de Nice, Châtelleraul, Nancy et Nantes, villes dont les maires sont respectivement MM. Jacques Médecin, député républicain (Centre républicain), Pierre Abelin, ministre de la coopération (Centre démocrate), Marcel Martin, et André Marie, sénateur, président du Centre républicain. Le P.S. a exclu en juin 1973 puis en juillet 1974 les conseillers municipaux de Nice puis de Châtelleraul, qui refusèrent de se plier aux décisions de leurs sections locales les invitant à rompre leurs alliances municipales. Après la rupture politique qui vient d'intervenir à Nancy, le dernier cas à régler restait celui de Nantes, où les élus municipaux socialistes ont déjà été mis en minorité au sein de leur section. — T. P.

Le ton monte dans les Ardennes

De notre correspondant

Charleville. — La prochaine venue dans les Ardennes de M. Robert Galley, ministre de l'équipement, provoque actuellement entre les fédérations départementales du P.C.F. et du P.S. une polémique dont le ton monte de jour en jour.

La visite ministérielle, prévue pour le vendredi 10 janvier, a pour objet l'inauguration de deux tronçons de routes à quatre voies, l'une près de Sedan, entre le poste de douane de La Chapelle et la frontière belge, où elle se prolonge en direction du réseau d'autoroute belge, l'autre constituant une partie (2 kilomètres) de la zone de contournement du chef-lieu.

Au cours d'une conférence de presse, les cinq conseillers généraux communistes ont indiqué qu'ils refusaient l'invitation qui leur était faite et de servir de jure-voix et de courir à la politique gouvernementale. Ils reprochent au maire socialiste de Charleville-Mézières, M. André Lebon, député, d'avoir accepté de financer cette opération à 45 %, alors qu'à Reims le district urbain n'intervient qu'à 6 % dans les dépenses de construction de l'autoroute urbaine, dont l'état prend 85 % à sa charge, les 10 % restants étant financés par le

département de la Marne et la région Champagne-Ardenne.

Cette argumentation est reprise dans un communiqué du bureau fédéral du P.C.F. qui accuse ouvertement le nombre d'adjoints et de conseillers de la coalition socialiste-centriste du conseil municipal de Charleville-Mézières d'être hostiles à l'esprit et à la lettre du programme commun.

En réponse à ces accusations, la section socialiste de Charleville-Mézières a diffusé une mise au point dans laquelle elle déclare notamment : « Dire que les élus municipaux socialistes de Charleville-Mézières pratiquent une politique étrangère aux intérêts de la population laborieuse, c'est faire fi de leur militantisme et de leur engagement politique, tant en vertu du programme commun qu'ils ont approuvé avec force et qu'ils n'ont jamais renié, qu'avec leur idéal pour lequel ils n'ont jamais cessé de combattre. »

« Nous faisons confiance à M. André Lebon pour affirmer devant M. Robert Galley toutes les finesses que ressentent les socialistes ardennais et à travers eux les travailleurs de notre département. »

« Pourquoi dire en face à un ministre ce que l'on pense d'un gouvernement qu'il représente entre aussi dans le cadre de l'action qui doit mener à sa chute. Cette occasion nous est offerte, profitons-en. » — P.C.

« Pour conséquent, les problèmes de fond que nous posons sur l'unité sont des problèmes d'une très grande importance. »

M. Georges Marchais fait allusion à l'élection municipale qui a eu lieu le 3 janvier dernier à Choisyvigny (Vienne) et qui a donné les résultats suivants : 1.587, 4.231 ; vot. : 2.437 ; abst. : 2.114.

MM. Aimé Bourdeau, P.S., 1.133 voix, E.L.U. : Francis Gionnet, P.C., 993 ; Jacques Couvret, sans étiqu., 2 ; René Thivaut, sans étiqu., 2 ; Desboudières, Henri Fumière et Pierre Sathias, sans étiqu., 1 voix.

« Un musée de la Résistance va être ouvert avenue Charles Garcia, à 94120 Fontenay-sous-Bois, sur l'initiative d'une association que préside M. Georges Marrane, ancien sénateur communiste, et qui a son siège social 76, rue Lénine, à 94200 Ivry-sur-Seine.

LA RÉFORME DE LA LOI ÉLECTORALE

M. Marchais : la proportionnelle est le seul scrutin juste

M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste français, a évoqué le projet de réforme de la loi électorale, à l'initiative d'Europe 1, le mardi 7 janvier, à l'occasion d'un débat.

« Nous, communistes, nous sommes dans ce pays le seul parti qui lutte pour la proportionnelle dans toutes les élections. C'est le seul scrutin juste. »

« Nous apprenons maintenant que M. Fontanille travaille sur une réforme électorale, municipale comme législative, qui a pour objectif d'affaiblir le parti communiste français. »

« C'est le seul scrutin juste. C'est la majorité seule qui a fait le parti communiste français, si ce n'est parce que cette majorité a été éliminée par le scrutin actuel. »

« Nous sommes prêts à voter pour le candidat socialiste, et c'est sa volonté profonde d'essayer de récupérer le parti socialiste pour empêcher précisément la réalisation, ou mise en œuvre du projet commun. »

« En ce qui concerne l'élection d'un conseiller municipal socialiste à Chauvigny (Vienne), le secrétaire général du parti communiste a affirmé : « La droite, comme un seul homme, a appelé à voter pour le candidat socialiste. Je vous pose la question : si cette droite avait le sentiment que le parti socialiste combait avec autant de vigueur que nous pour le programme commun, ce programme commun qu'elle a tant décrié et qu'elle a présenté comme l'apocalypse, croyez-vous qu'elle aurait fait ? »

M. SARRE (P.S.) : les municipales ne seront pas le talon d'Achille de la gauche.

M. Georges Sarre, membre du secrétariat national du parti socialiste, a déclaré à l'occasion du C.E.R.E.S. à Évoque, mardi 7 janvier, au cours d'une réunion publique à Amneville (Haute-Savoie), le projet de réforme de la loi électorale dans les villes de plus de trente mille habitants.

M. Sarre a notamment déclaré que ce projet « vise un objectif essentiel : distendre la gauche ». « Plus que sur l'orientation des municipalités, la réduction des anachronismes a-t-il poursuivi, le ministre de l'intérieur mise sur la séparation des socialistes et des communistes (et) politiquement, a-t-il précisé, il s'agit d'introduire une lame de couteau entre les deux principaux partenaires de l'union de la gauche. Cette manœuvre doit être évitée. Les municipales ne seront pas le talon d'Achille de la gauche. M. Sarre a indiqué qu'il doit se tenir à Pau les 30 et 31 janvier. — Le parti socialiste a montré une fois encore que sa stratégie unitaire ne dépend pas d'un mode de scrutin ».

Président des Français libres

L'AMIRAL LA HAYE ÉVOQUE LA POSSIBILITÉ D'UN NOUVEAU 1940

Présentant ses vœux à l'Association des Français libres, dont il est le président national, dans le dernier numéro de la Revue de la France libre (11), l'amiral La Haye évoque l'atmosphère actuelle de « pessimisme accru par les distorsions et les analyses souvent partiales qu'engendre une politisation à caractère idéologique des intérêts supérieurs de la nation. »

« Pourtant, la raison et la conscience aident, ce pessimisme peut être surmonté si l'idée de l'union et de sa tradition, notre pays demeure attaché aux valeurs fondamentales que sont la liberté et la dignité humaine. »

« Sinon, poursuit l'amiral, l'actuelle conjoncture ne peut mener la France qu'à l'abandon dans la soumission, qui ressemblerait étrangement à ce qu'elle a connu en 1940. Dès lors, tout comme en 1940 aussi, les forces vives et

DEJA DU TEMPS DE NOS GRANDS-PARENTS

La Rue de Provence

ÉTAIT COMME AUJOURD'HUI LA RUE DE

L'ARGENTERIE BIJOUX D'OCCASION

2 Spécialistes réputés vendent et achètent :

BIJOUX D'OCCASION

41 Rue Blanc n° 26 Paris 8^e - Téléphone : 46 46 46

BIERMANN n° 46 Paris 8^e - Téléphone : 46 46 46

MATRES - SOMMIERS - ENSEMBLES

ÉPÉDA

multispire

présente toutes ses literies chez

CAPÉLOU DISTRIBUTEUR

EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI

Seule adresse de vente :

37, Av. de la République PARIS 7^e

Métro : PASTEUR - Tél. 357.46.35

LE COMITÉ DE PARIS RECU À L'ÉLYSÉE

M. Mitterrand : on a inversé un...

« On donc cette nouvelle France libre recrutait-elle ses troupes dans les rangs de l'opposition, et dans laquelle nous avons eu l'honneur de servir ? Dans les rangs aussi de ceux, de toutes origines, de tous rangs, de toutes confessions ou idéologies, qui de plus en plus nombreux, particulièrement dans les jeunes générations, comprennent et épousent nos motivations. Je nous la une raison d'espérer, de ne pas sombrer au pessimisme, sans doute moins général qu'on aurait tendance à le croire, à travers les prismes déformants de la politisation que j'ai précédemment mentionnée. »

M. Alain Savary P.S. est président du conseil régional de Ni...

organisations d'extrême gauche

libération des huit militants ge...

Mitterrand : on a inversé un...

مركز من الأصل

501

POLITIQUE

SOCIALISTE

S. n'entend pas répondre aux personnalités

ne s'entend pas répondre aux personnalités... M. Mitterrand... M. Giscard d'Estaing...

ELECTORALE

M. SARRÉ (P.S.)... M. Giscard d'Estaing...

les Français hbrés... L'ÉVOQUE LA POSSIBILITÉ OUVREAU 1940

M. Alain Savary (P.S.) est réélu président du conseil régional de Midi-Pyrénées

De notre correspondant... Toulouse. — M. Alain Savary, député socialiste de la Haute-Garonne, ancien ministre, a été élu mardi 7 janvier président du conseil régional Midi-Pyrénées par cinquante et une voix sur soixante-dix votants.

COMPOSITION DU BUREAU

Président : M. Alain Savary (P.S., Haute-Garonne). Premier vice-président : M. Maurice Faure (rad. gauche, Lot). Vice-présidents : Mme Evelyn Bayet (rad. gauche, Tarn-et-Garonne), MM. Robert Boules (P.C., Haute-Garonne), René Beaujeu (P.S., Ariège), Robert Faure (rad. gauche, Aveyron), Abel Sempé (P.S., Gers), Georges Spéna (P.S., Tarn), Henri Lironet (P.S., Haute-Pyrénées).

Treize organisations d'extrême gauche demandent la libération des huit militants guyanais

Treize organisations politiques et syndicales des départements d'outre-mer et de métropole (1) ont rendu public mardi 7 janvier à Paris une protestation commune rédigée le 3 janvier après l'arrestation et le transfert à la prison de la Santé, le 23 décembre dernier, de huit militants autonomistes et indépendantistes guyanais.

M. Mitterrand : on a inventé un complot

M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, a rendu visite, mardi 7 janvier, à la prison de la Santé aux huit militants guyanais inculpés d'atteinte à la sûreté de l'Etat, et incarcérés depuis le 23 décembre. Il a rencontré seul les détenus qui avaient été rassemblés dans des salles de la prison. Aucun des avocats n'a assisté à l'entretien.

LE COMTE DE PARIS REÇU A L'ÉLYSÉE

M. Valéry Giscard d'Estaing a reçu, mardi après-midi 7 janvier, au palais de l'Élysée, le comte de Paris. Celui-ci a déclaré qu'aucun sujet politique n'avait été abordé au cours de la conversation. Il a précisé qu'il était venu demander à M. Giscard d'Estaing de présenter une fête qui sera donnée en mai prochain à Chantilly par la fondation Condé — contre générique que préside le comte de Paris — pour venir en aide aux personnes âgées.

M. Servan-Schreiber modéré

Après une longue période de silence, M. Jean-Jacques Servan-Schreiber est réapparu mardi 7 janvier sur la scène politique : il était l'invité du journal de 13 heures sur les écrans de TF 1. Dans ce commentaire prudent qui usait d'un ton modéré, contrastait avec précaution ses réponses et paraissait même, par moments, vouloir éviter plus de pièges que la lui en tendaient les journalistes qui l'interrogeaient, c'est un Jean-Jacques Servan-Schreiber, quelque peu nouveau, que les téléspectateurs ont pu découvrir.

les éditions sociales et l'histoire

Ouvrage de référence pour longtemps AUJOURD'HUI L'HISTOIRE un dialogue à plusieurs voix sur les perspectives offertes aujourd'hui à la science historique. 1 vol. 350 pages : 50 F

Albert MATHIEZ Etudes sur Robespierre 30 F Textes choisis de Robespierre en 3 volumes Préface et notes de Jean Poporen Chaque vol. : 12 F

Un grand classique John REED DIX JOURS QUI EBRANLERENT LE MONDE 30 F Maurice CHOURY LES ORIGINES DE LA COMMUNE PARIS LIVRE 15 F EN VENTE TOUTES LIBRAIRIES

M. Sanguinetti propose le maintien de M. Chirac au secrétariat général de l'U.D.R.

Le bureau exécutif de l'U.D.R. convoqué pour mercredi 8 janvier devait fixer, sous la présidence du secrétaire général M. Jacques Chirac, le calendrier des prochaines instances du mouvement, et notamment du Conseil national, dont les délibérations sont prévues en principe pour les 22 et 23 février à la place de celles des assises qui n'auront lieu que plus tard.

Le sort des détenus politiques

Son prédécesseur, M. Alexandre Sanguinetti, a, pour sa part, déclaré mardi 7 janvier, sur la chaîne de télévision TF 1 : « Il me semble qu'il serait exactement prématuré que Jacques Chirac quitte ses fonctions de secrétaire général, d'ici dans deux mois. Il est nécessaire pour l'U.D.R. d'avoir à sa tête un homme dont le poids politique soit tel que tous les mouvements divergents, tous les mouvements fractionnés, déviationnistes qui, depuis le 19 mai, malheureusement, ont trop agité notre mouvement, soient calmés. »

asprofoc ASSOCIATION POUR LA PROMOTION PAR LA FORMATION CONTINUE 104, CHAMPS-ÉLYSÉES - 75008 PARIS Tel. 359.12.77 et 68.70 STAGES DE JANVIER ET FÉVRIER 1975 • Formation aux techniques d'accueil et relations publiques. • Perfectionnement aux techniques nouvelles de la vente. • Mécanismes et appl. du Marketing & Marketing touristique. • Méthodes modernes de Secrétariat. • Perfectionnement pour aides-comptables. • Techniques psychol. et expérimentales de recrutement. • Relations humaines dans l'entreprise. • Droit fiscal • Droit commercial • Droit social. • Perfectionnement pour chefs d'équipe. • Perfectionnement pour chefs de chantier. • Perfectionnement pour conducteurs de travaux. • Techniques de chauffage intégré par isolation thermique. • Cours de langues : anglais, allemand, italien, hébreu. • Cours de français et d'alphabétisation • Cours de dactylo. • Cours de sténo : française, anglaise, allemande. EMPLOYEURS, rentabilisez votre cotisation de 1° formation continue.

ASNIERES 380, av. d'Argenteuil Résidence BEAU MENIL A VENDRE EN CO-PROPRIÉTÉ 395 appartements parkings souterrains du studio au 4 pièces Livraison 1ère tranche 166 appartements 1er trimestre 1975 Appartement témoin et bureau de vente sur place tous les jours de 14 h 30 à 18 heures Primes et Prêts CREDIT FONCIER (P.I.C. & P.S.I.) Prêts divers complémentaires

JUSTICE

AU PROCÈS DES TROIS SOLDATS DE DRAGUIGNAN Les « défaillances » des témoins de l'accusation

Marseille. — A la mesure du mouvement d'adhésion à l'appel des cent dans le contingent et de la campagne menée par les partis de gauche et les syndicats, l'importance du procès des trois de Draguignan paraissait bien évidente. On l'a peut-être cependant sous-estimée. Dès la première journée, le tribunal permanent des forces armées de Marseille a été, en effet, le théâtre d'un retournement de situation inattendu. L'assubor-dination des soldats du 19^e R.A. ne pouvait être nulle.

Interdits des militaires à manifester collectivement en uniforme hors de la caserne était une charge particulièrement grave. L'accusation était forte. Pourtant, après en avoir montré la fragilité, la défense a paru soudain la rendre dérisoire, au point qu'à la fin de cette première journée un défenseur pouvait interpellé le commissaire du gouvernement en lui demandant s'il maintenait toujours son accusation.

En dépit des apparences, ce n'était pas une simple bouffée et l'embaras du commissaire du gouvernement était trop manifeste. Celui-ci a répondu qu'il n'avait pas le droit de se retirer, mais qu'il ne pouvait pas donner l'opportunité des poursuites contre MM. Robert Pelletier, Serge Ravet et Alex Taurins, considérés comme les instigateurs de la manifestation du 10 septembre dernier. Ce mercredi 6 janvier, deux autres témoins à charge se rétractent, l'un d'eux, le soldat Barclay, émettant même, au vu de la loi, le vœu qu'on ne peut bénéficier des droits et libertés individuels essentiels dans les casernes.

« **Brimades et racisme** »
Avec beaucoup de clarté, M. Pelletier explique les différents raisons qui pouvaient avoir été invoquées pour protester aujourd'hui. Il dénonce tour à tour différentes formes de brimades : « Une succession de petites choses, mais qui font un tout, un système qui fait marcher la troupe. » Il cite notamment les tours de caserne l'arme à la hanche, les « pompes », le « ramassage » (un franc par bouton accroché à l'uniforme), l'accablant communisme primaire de certains gradés (« Vous marchez plus vite si vous avez les Russes au derrière »), les chahuts guerriers à la fin de la semaine, les permissions (« Si tu ne fais pas ceci, pas de perm »).

De notre envoyé spécial

Les accusés s'élevèrent surtout contre le racisme latent qui régnait, selon eux, notamment à Draguignan, où était incorporé un groupe important d'Andalous. Trente d'entre eux — parmi lesquels M. Alex Taurins — ont participé à la manifestation après avoir rédigé une Lettre des Andalous du 19^e R.A., lettre qui devait contribuer à déclencher l'action du 10 septembre.

Selon les prévenus, les corvées les plus pénibles sont la plus souvent réservées aux appelés des DOM-TOM, et ils précèdent que des remarques désobligeantes sont de toute façon adressées à tous ceux qui n'ont pas un nom bien français. La défense devait, en outre, rappeler qu'un Andalous, brûlé au visage, s'était entendu dire avant d'être hospitalisé : « Sur ta peau, cela ne se fera pas », et qu'un jeune appelé fut, poursuivi par les sarcasmes d'un sous-officier, avait tenté de se suicider en avalant une forte dose de barbiturique. Un cas que conteste l'accusation. A propos de ce sous-officier, le lieutenant-colonel Boyer commandant en chef du 19^e R.A., se contenta de dire qu'il « avait en cœur d'or, mais peut-être un certain franc parler ».

« **Brimades systématiques et racisme institutionnalisés** » ont consenti à ce que l'on appelle dans les milieux militaires « la discipline ». M. Serge Ravet, « Toute cette discipline est ressentie comme une brimade, d'autant qu'elle ne paraît plus correspondre à rien. Si nous sommes maintenant de la volonté de combattre à des appels, ils sont écartés de vraies ». Il ajoutera, avec M. Pelletier, que les mots de citoyen et de soldat sont « fondamentalement contradictoires, car le soldat ne peut bénéficier des droits et libertés individuels essentiels dans les casernes ».

« **Brimades et racisme** »
Avec beaucoup de clarté, M. Pelletier explique les différents raisons qui pouvaient avoir été invoquées pour protester aujourd'hui. Il dénonce tour à tour différentes formes de brimades : « Une succession de petites choses, mais qui font un tout, un système qui fait marcher la troupe. » Il cite notamment les tours de caserne l'arme à la hanche, les « pompes », le « ramassage » (un franc par bouton accroché à l'uniforme), l'accablant communisme primaire de certains gradés (« Vous marchez plus vite si vous avez les Russes au derrière »), les chahuts guerriers à la fin de la semaine, les permissions (« Si tu ne fais pas ceci, pas de perm »).

SPORTS

VOILE Au Salon nautique de Londres : mode « rétro » et construction amateur

Londres. — C'est par douzaines que de riches émirs, ou leurs représentants, achètent les bateaux exposés au Salon nautique de Londres. C'est le bruit qui a couru à l'occasion de la manifestation qui s'est organisée du 1^{er} au 11 janvier. Quelques En fait l'atmosphère demeure réservée. L'activité des chantiers a subi un recul de quelque 20 % en un an. Si le marché intérieur est assez déprimé, les ventes à l'étranger apparaissent parfois appréciables. Elles absorbaient 30 % de la production ; cette proportion devait s'élever.

D'une façon générale, le moteur est plus éprouvé que la voile. Le prix du carburant joue ici son rôle en même temps qu'une certaine disposition d'esprit qui entretient plusieurs exposants, par exemple en attirant sur les coques des voiliers le slogan : « La voile ne pollue pas ».

Plusieurs modèles français proposés.

venant en particulier de chez Dufour et Mallard, retiennent l'attention des visiteurs, très sollicités par des nouveautés britanniques. Citons par exemple le ketch 37, un ketch de 11 mètres lancé par Thames Marine (Hamble) et le Conroy de même longueur, sloop ou ketch, proposé par Westerly Marine (Portsmouth). Cette entreprise dynamique, la plus importante de Grande-Bretagne dans le domaine du voilier habitable, envisage d'ailleurs une gamme qui se situera jusqu'à maintenant entre 6 et 9 mètres. (Le firme a, depuis 1969, vendu 1 250 Conroy, de 6,4 m à 7,8 m). Pour les modèles de Westerly sont livrables en six couleurs au choix. Actuellement, le public préfère le blanc.

A Brest, on est frappé cette année par le nombre de bateaux et de carènes à afficher des silhouettes pittoresques avec voiles brunes, bords-déhors, notamment l'ancien maître-nageur nantais qui s'est fait construire un bateau de 11 mètres en ferrociment. Celui-ci est utilisé sur l'Endurance 45 de 12,70 m. (17,60 m avec gazette) ont rapporté cette rumeur optimiste dont nous n'avons pas pu trouver confirmation.

Les exposants que nous avons consultés auraient été bien aises de recueillir ces commandes providentielles.

De notre envoyé spécial

truit en Ecosse (Robertson, à Sandbank). Ce quillard très racé de 9,30 m, à trois équipiers, plus rapide et moins athlétique que le Soling, est vendu à un prix volé de 100 000 £. Ce n'est pas sans raison que ce bateau, très apprécié aux Etats-Unis et en Australie, fait son entrée en Europe.

Sur le « **Cowall** » Crayber (Westerly Boat, en Cornouailles), c'est la coque elle-même qui est en bois. Le fait vaut d'être noté pour un modèle lancé au salon : ce coté de 7,30 m reprend les formes et le grément traditionnels (cotte et voiles de flèche) des anciens bateaux de pêche.

Ce retour à passé prend une forme inhabituelle mais opportune : un canot à vapeur de 9,30 m, alimenté au charbon, est proposé par le chantier de Biscornou (Médan) pour les canaux.

Naturellement, dans le domaine de la compétition, on ne regarde pas en arrière. Parmi les nouveautés, signalons l'**Stowell 22** cou-

Pour obtenir le régime spécial

SEPT MEMBRES DES GARI FONT LA GRÈVE DE LA FAIM

Sept membres ou sympathisants des GARI (groupes d'action révolutionnaire internationalistes) MM. Michel Camilleri, Floreal Cuadrado, Raymond Delgado, Mario Ines, Jean-Michel Martin, Victor Métrique et Jean-Marie Roullian, arrêtés après une série d'attentats commis en 1974 dans le sud-ouest de la France, et déferés à la Cour de sûreté de l'Etat (le Monde des 26 septembre et 7 décembre 1974), ont commencé, le 27 décembre dernier, une grève de la faim pour obtenir le régime spécial accordé aux détenus politiques. Ils déclarent ainsi le droit de réunion, de libre information et le droit de visiter plus nombreux. Six d'entre eux ont été transférés, lundi 6 janvier, à l'infirmerie de la prison de la Santé.

Le droit d'accorder le régime spécial est prévu par un décret du 18 septembre 1971, du seul ministre de la justice, à la requête des intéressés. En l'absence de critères officiels, le ministre de la justice a refusé de leur donner suite. Le ministre peut cependant être saisi par un conseiller à la Cour de cassation. Cette commission a déjà été entendue par le collectif de sept membres des GARI. Aussi, ces derniers ont-ils quelques raisons de se plaindre.

Déferés devant la Cour de sûreté de l'Etat parce que leurs agissements étaient apparus comme politiques au ministre de la justice, ils ont été, conformément aux textes spéciaux qui régissent cette juridiction d'exception, gardés à vue pendant six jours. Ils ont donc eu les avantages de leur régime spécial, mais ils n'ont pas obtenu le régime spécial à leur retour de la Cour de sûreté. Ainsi, les huit Gariens récemment arrêtés et détenus en tant qu'ont-ils bénéficié immédiatement.

Aussi peut apparaître douteux dans ce cas l'attitude d'un ministre qui se dit libéral : pour les mêmes faits, des membres du GARI ont poursuivi devant les tribunaux de droit commun (mais les faits sont antérieurs à la loi d'amnistie) ; veut-on priver les prévenus du bénéfice de cette loi ? et d'autres devant la Cour de sûreté de l'Etat. Et quand ils relèvent de ce tribunal d'exception, les membres des GARI ne se voient pas attribuer le régime spécial. Un bel exemple d'arbitraire ? — B. D.

Une information contre X... pour coupe ayant entraîné la mort sans intention de la donner est en cours de jugement devant la section criminelle du tribunal de Paris, après le décès de M. Alberto Videla au « mixard » de la prison de Fresnes. Il avait été condamné à mort par le tribunal de Paris, après le décès de M. Alberto Videla au « mixard » de la prison de Fresnes. Il avait été condamné à mort par le tribunal de Paris, après le décès de M. Alberto Videla au « mixard » de la prison de Fresnes.

Le ministre peut être heureux, d'être parti, qui voit implicitement retirée une mesure d'urgence temporaire prise en l'urgence, plus de quinze jours après les faits et qu'aucun magistrat, en privé, eussent pu le cacher. Il n'est pas possible de le faire, car il n'est pas possible de le faire, car il n'est pas possible de le faire.

Philippe Boucher.

M. Hubert Dujardin « a manqué aux devoirs de son état »

estime le Conseil supérieur de la magistrature

Conformément à l'article 45, 3^e de l'ordonnance du 22 décembre 1958 portant statut de la magistrature, le Conseil supérieur de la magistrature, réuni en formation disciplinaire sous la présidence de M. Maurice Audalet, premier président de la Cour de cassation, a émis, mardi 7 janvier, M. Hubert Dujardin des fonctions de l'Instruction qu'il occupait au tribunal de Lille depuis le 6 juillet 1968 (le Monde du 8 janvier). Il s'agira donc au tribunal comme juge civil ou correctionnel. Dans ses considérations, le Conseil supérieur de la magistrature relève que, bien que pas entièrement responsable des faits qui lui sont reprochés, M. Dujardin a cependant manqué aux devoirs de son état.

Poursuivi pour violation du secret de l'instruction pour avoir fourni la matière d'un article, publié le 16 octobre dernier dans le Nouvel Observateur, sous le titre « Les secrets d'un fugé d'instruction », M. Dujardin avait été suspendu temporairement, le 5 novembre 1974, de ses fonctions de magistrat par arrêté de M. Jean Lecanuet, ministre de la justice.

A propos de cette décision, nous indiquons notre correspondant, M. Dujardin, qui est membre du Syndicat de la magistrature, a déclaré : « C'est une mesure qui ne donne pas satisfaction aux chefs de cour, qui avaient demandé le déplacement d'office avec changement de fonctions. Elle ne donne pas non plus satisfaction au Syndicat de la magistrature, qui demandait la relaxe pure et simple ou, à la limite, un blâme. Pour nous, c'est une semi-victoire. Le Conseil supérieur de la magistrature a choisi une peine assez lourde, la troisième dans l'échelle des peines prévues contre un magistrat, mais quand même nettement plus légère que ce qu'avait demandé M. Lecanuet. Celui-ci avait souhaité la révocation pure et simple. Cette décision est une sorte de petit camouflet à l'encontre du garde des sceaux ».

Une sanction, mais aussi un arbitrage

Le Conseil supérieur de la magistrature a rendu une décision politique dans la mesure, quoi qu'on puisse en dire, où elle tient compte des forces en présence. M. Dujardin et le Syndicat de la magistrature, d'une part ; le ministre de la justice, de l'autre. Ainsi, le Conseil, sur les instances pressantes de M. Audalet, semble-t-il, e voulu une décision que les deux parties jugent tolérable. Il s'agit donc davantage d'un arbitrage que d'une sanction. Dans une affaire qui fut, à l'origine, un appel à l'opinion et le reste, devant la procédure de la loi, tant par les manifestations de soutien au magistrat que par les communiqués publiés par la chancellerie, il ne pouvait en être autrement.

C'est dire aussi que chacun devra se satisfaire de trouver simultanément dans cette décision un acte de collaboration et de respect. Le garde des sceaux peut ainsi se prévaloir que le Conseil l'a suivi en prenant contre M. Dujardin une décision objectivement grave, puisque, par ordre de sévérité, elle vient juste après le « déplacement d'office » et précède l'« abaissement d'échelon ». A l'inverse, le ministre — qui tenait, le moins au début, pour la révocation — les deux chefs de cour de Cassation, M. Jean Jourd'heuil, procureur général, et M. Jacques Charrat, premier président, qui voulaient le retrait de fonction et « déplacement d'office » cumulé, devront accepter que M. Dujardin fasse encore partie de la cour de Douai.

Une telle décision serait paradoxalement plus légitime que celle de la dérogation par décret qui est en vigueur. Lorsque des magistrats du siège — ceux qui jugent — sont affectés à des fonctions spécialisées, ils le sont par un décret dont le validité est de trois ans. Cette procédure de renouvellement de délégation est strictement respectée pour ce qui concerne les juges de Douai. Elle ne l'est pas pour les juges d'instruction. Ainsi, M. Dujardin nommé (son premier poste) comme juge d'instruction à Lille le 6 juillet 1968, n'a-t-il jamais eu connaissance — et pour cause — des deux décrets qui auraient dû être signés au plus tard le 6 juillet 1971 et le 6 juillet 1974 pour qu'il eût été légalement en fonction. C'est, certes, l'usage est trop général pour être si vite remis en cause. Mais on pourrait soutenir aussi que depuis le 6 juillet 1971, M. Dujardin n'est juge d'instruction que « de fait » ; que, dès lors, le Conseil supérieur de la magistrature l'a déclaré des fonctions qu'il n'a pas eues. Mais, en l'absence de loi, il n'est pas possible de le faire.

Le ministre peut être heureux, d'être parti, qui voit implicitement retirée une mesure d'urgence temporaire prise en l'urgence, plus de quinze jours après les faits et qu'aucun magistrat, en privé, eussent pu le cacher. Il n'est pas possible de le faire, car il n'est pas possible de le faire.

L'abstention

Le ministre peut être heureux, d'être parti, qui voit implicitement retirée une mesure d'urgence temporaire prise en l'urgence, plus de quinze jours après les faits et qu'aucun magistrat, en privé, eussent pu le cacher. Il n'est pas possible de le faire, car il n'est pas possible de le faire.

LA COUR DE CASSATION DÉSIGNE LE TRIBUNAL DE VERSAILLES POUR JUGER L'AFFAIRE ROCHET-TREPPER

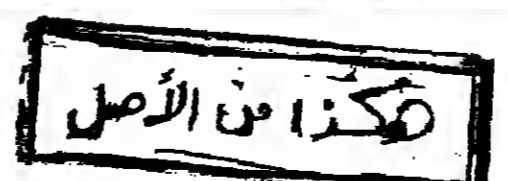
M. Jean Rochet, ancien directeur de la surveillance du territoire, nommé préfet de Meurthe-et-Moselle le 30 octobre 1972, devra comparaître devant le tribunal correctionnel de Versailles pour y répondre du délit de complicité de diffusion publique envers M. Lépoutre Trepper, qui fut, sous l'occupation, le chef de l'« Ochraste rouge ».

Réunie sous la présidence de M. Casse, la chambre criminelle de la Cour de cassation a, en effet, rendu mardi 7 janvier un arrêt qui désigne le tribunal de Versailles pour connaître de la citation délivrée directement à M. Rochet, à la requête de M. Trepper, après la publication dans le Monde du 14 avril 1972 d'une lettre émanant de l'ancien directeur de la surveillance du territoire, lue dans laquelle M. Trepper est accusé d'avoir trahi ses camarades de résistance.

Poursuivi devant le tribunal de Paris, M. Rochet avait été condamné à une amende de 1 000 francs et à un franc de dommages et intérêts envers M. Trepper par un jugement de la 17^e chambre correctionnelle du 30 novembre 1972.

Mais, sur appel du condamné, ce jugement avait été annulé par un arrêt de la 11^e chambre de Paris en date du 13 juin 1973, qui a été déclaré incompétent pour statuer sur cette affaire.

La loi su...
DIRECTEUR GENERAL
100.100.000 F. + 10.000 F. de frais
Assurances Automobiles
DANS
DIRECTEUR ADMINISTRATIF
100.100.000 F. + 10.000 F. de frais
100 ans d'existence
ALJOINT AU DIRECTEUR GENERAL
100.000 F. + 10.000 F. de frais
Centre Sud-Est
35 ans minimum
CIEF DE FABRICATION
100.100.000 F. + 10.000 F. de frais
Radio-Télévision
QUEST
Faire partie d'un groupe de 750 personnes, c'est participer à la grande aventure de la France. Faire partie d'un groupe de 750 personnes, c'est participer à la grande aventure de la France. Faire partie d'un groupe de 750 personnes, c'est participer à la grande aventure de la France.



سكنى في المنزل

SOCIÉTÉ

La loi sur l'avortement et la Constitution

Jardin a manqué de son état supérieur de la magistrature

Texte vertical sur la gauche, mentionnant des noms et des titres juridiques.

is aussi un arbitrage

Texte vertical sur la gauche, continuation de la liste de noms et titres.

AGENCE LE TRIBUNAL DE VERMOREL FAIRE ROCHET TREPPER

(Suite de la première page.)

A son article 2, la Convention européenne des droits de l'homme dispose : « Le droit de toute personne à la vie est protégé par la loi... »

L'alternative

D'ailleurs, l'argumentation tourne court, même si l'on adopte le point de vue des requérants...

D'où une alternative. Ou toutes ces lois sont conformes à l'article 2. Ou elles ne le sont pas...

L'interprétation

La meilleure solution serait, bien sûr, de passer en interprétation après de la Cour européenne des droits de l'homme...

signataires de la Convention. Elle n'aurait plus à respecter une disposition qui ne serait plus respectée par autrui.

Ainsi, même en imaginant — hypothèse d'école — que l'article 2 de la Convention européenne puisse s'interpréter comme prohibant l'avortement...

par la Commission européenne des droits de l'homme, et cette Commission est fermée aux requêtes individuelles des citoyens français.

Ainsi, la Convention européenne ne viole aucunement ses obligations internationales.

La Commission européenne des droits de l'homme, et cette Commission est fermée aux requêtes individuelles des citoyens français.

pas fait, c'est donc qu'à ses yeux cette incompatibilité n'existe pas.

La cause parait entendue. Une loi a été préparée par le gouvernement. Elle a été adoptée par les deux Chambres.

La Commission européenne des droits de l'homme, et cette Commission est fermée aux requêtes individuelles des citoyens français.

La cause parait entendue. Une loi a été préparée par le gouvernement.

Le Conseil constitutionnel n'estimera-t-il lui-même compétent pour interpréter cette convention internationale ?

Mais pourquoi en serait-il ainsi ? Rien dans les décisions récentes du Conseil n'autorise un tel pronostic.

Advertisement for ISL (International Specialized Laboratories) with various job openings: Directeur de Production, Directeur Général, Directeur Administratif, Chef Méthodes et Process, Contrôleur, Cadre Administratif et Comptable, Cadre Technique Commercial ou Ingénieur de Ventes, Ingénieur d'Etudes Nouveaux Produits.

Pour chacun de ces postes adresser un bref curriculum vitae à PARIS ou à LYON en spécifiant bien la référence.

GRANDE-BRETAGNE - AUSTRALIE - IRLANDE - AMERIQUE DU SUD - ALLEMAGNE - FRANCE - ITALIE - SUISSE - BELGIQUE - AFRIQUE DU SUD - CANADA

LES PROJETS DES « PROMUS »



Saison de transition dans les centres dramatiques

Auberrevilliers: le Théâtre de la Commune dans ses murs

Les centres dramatiques de banlieue sont nés, il y a bientôt dix ans, à Auberrevilliers...

Nanterre: Xavier Pommeret entre au Théâtre des Amandiers

Centre dramatique national depuis cinq ans, le Théâtre des Amandiers était associé avec la maison de la culture de Nanterre...

Lille: le Théâtre populaire des Flandres au bout de vingt ans

Pour Cyril Robichez, le directeur du Théâtre populaire des Flandres, la promotion de sa troupe au rang de centre dramatique national est la consécration de vingt années d'efforts...

Rennes: Gny Parigot et la Comédie de l'Ouest

En prenant la direction de la Comédie de l'Ouest, le siège est à Rennes, Gny Parigot ne se sentira pas dépaycé...

Tourcoing: la Salamandre continue le Lambrequin

En débarquant à Tourcoing en ce début de janvier Gilles Bourdet, le nouveau directeur du Centre dramatique du Nord...

Coen: deux créations pour Michel Dubois

Directeur de la Comédie de Caen depuis mars 1974 Michel Dubois voit dans la proposition d'un contrat de directeur du centre dramatique la possibilité de poursuivre son travail dans des conditions plus stables...

En projet, pour la prochaine saison: création de la Sorcière, d'après un texte de Michel, l'Echange, de Claudel, et Oes pommes pour Eve, de Gabriel Arout...

de la culture de Rennes, dont il reste une cellule de création.

Le principal souci de Gny Parigot est la relance d'une véritable décentralisation - en élargissant ses racines dans notre région...

En reprenant la direction de la Comédie de l'Ouest, Gny Parigot ne se sentira pas dépaycé...

Le Théâtre de la Salamandre, qui succède au Lambrequin de Jacques Rosner, mais la saison 1974-1975, dans le Nord, a été conçue par Jacques Rosner qui en assume toujours la responsabilité artistique...

En prenant la direction de la Comédie de l'Ouest, le siège est à Rennes, Gny Parigot ne se sentira pas dépaycé...

Pour inaugurer son action dans le Nord, Gilles Bourdet pense présenter l'Ombré, une pièce d'Evgeni Schwartz...

En projet, pour la prochaine saison: création de la Sorcière, d'après un texte de Michel, l'Echange, de Claudel, et Oes pommes pour Eve, de Gabriel Arout...

Le Théâtre de la Salamandre, qui succède au Lambrequin de Jacques Rosner, mais la saison 1974-1975, dans le Nord, a été conçue par Jacques Rosner qui en assume toujours la responsabilité artistique...

En prenant la direction de la Comédie de l'Ouest, le siège est à Rennes, Gny Parigot ne se sentira pas dépaycé...

LES DIFFICULTÉS DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE POUR LES DANSEURS

DEPUIS cet été, un stage de danse d'un genre nouveau a lieu à Paris dans les locaux du cinéma Rex...

Peuvent bénéficier du stage tous les artistes professionnels justifiant de vingt-quatre coachs échelonnés sur deux ans...

C'est ainsi que pour ce premier stage l'AFDAS a fait appel à des professeurs comme Yvette Cho uvière, René Fronchetti, René Bon, Marion Lane...

A SOLITUDE CHANTIER... La solitude ou l'isolement...

Variétés

REGGIANI Bohème

LES FEMMES DE LA RUE

LES FEMMES DE LA RUE

LES FEMMES DE LA RUE

LES FEMMES DE LA RUE

LES FEMMES DE LA RUE

LES FEMMES DE LA RUE

LES FEMMES DE LA RUE

LES FEMMES DE LA RUE

LES FEMMES DE LA RUE

LES FEMMES DE LA RUE

LES FEMMES DE LA RUE

LES FEMMES DE LA RUE

LES FEMMES DE LA RUE

LES FEMMES DE LA RUE

LES FEMMES DE LA RUE

LES FEMMES DE LA RUE

PARADE c'est la grande fête! avec le nouveau film de JACQUES TATI PARADE

THÉÂTRE de la PORTE ST-MARIN OPÉRA-BUFFE 23h PAR LE FÉMININAL BAZAAR ILLIMITED L'APOLOGUE

SALLES CLASSEES CINÉMAS D'ART et d'ESSAI MAC-MAHON SACHA GUITRY

PARAMOUNT ÉLYSÉES VO • PARAMOUNT ODÉON VO PARAMOUNT OPÉRA VO • CAPRI GRANDS BOULEVARDS VF MAINE RIVE GAUCHE VF • GRANDS PAVOIS VF

PUBLICIS CHAMPS-ÉLYSÉES VO PUBLICIS MATION VO PUBLICIS ST-BERMAIN VO • PARAMOUNT OPÉRA 2 VO MAX LINOR VO • MOULIN ROUGE VO • PARAMOUNT MONT-PARNASSE VO

LE SEINE Cinéma 8, rue Frédéric-Sauton. — 325-95-99 Pour 1 semaine seulement! LE CUIRASSÉ POTEMKINE

attention! cet homme est dangereux il recherche une tête Sam Peckinpah Apportez-moi la tête d'Alfredo Garcia

ROGER MOORE dans le rôle de JAMES BOND 007 L'HOMME AU PISTOLET D'OR

LE SEINE Studio 8, rue Frédéric-Sauton. — 325-95-99 LA CHINE (ANTONIOMI)

SERVICE CONTINU MIDI 4 H. DU MATIN NAVY-CLUB-RESTAURANT HUITRES • COQUILLAGES • SPECIALITES • FRUITS DE MER

STUDIO BERTRAND 29, rue du Général-Bertrand - SUFF. 64-66 LE MASQUE DE FU MANCHU

STUD. ST-ANDRÉ-DES-ARTS 1 30, rue Saint-André-des-Arts - 325-45-15 DE 14 HEURES A 24 HEURES: GÉNÉRAL IDI AMIN DADA

STUD. ST-ANDRÉ-DES-ARTS 2 30, rue Saint-André-des-Arts - 325-45-15 DE 14 HEURES A 24 HEURES: LA COUSINE ANGLIQUE

LES FEMMES DE LA RUE

Expositions

ART DE XX^e SIECLE. FONDATION EGGO... LA GALERIE LOUIE XV... DESSEINS DU MUSEE NATIONAL D'ART MODERNE... LOUIS XV : UN MOMENT DE PRESSION DE L'ART FRANCAIS... MILLENAIRE DE L'ETHIOPIE... DE DAVID A DELACROIX... LE NEO-CLASSICISME FRANCAIS... LE MONDE DE FRANKLIN ET DE JEFFERSON... L'U.R.S.S. ET LA FRANCE... OISSINS DU MUSEE ATGEE... LE MONDE DE FRANKLIN ET DE JEFFERSON... L'U.R.S.S. ET LA FRANCE... OISSINS DU MUSEE ATGEE...

LA GALERIE LOUIE XV... DESSEINS DU MUSEE NATIONAL D'ART MODERNE... LOUIS XV : UN MOMENT DE PRESSION DE L'ART FRANCAIS... MILLENAIRE DE L'ETHIOPIE... DE DAVID A DELACROIX... LE NEO-CLASSICISME FRANCAIS... LE MONDE DE FRANKLIN ET DE JEFFERSON... L'U.R.S.S. ET LA FRANCE... OISSINS DU MUSEE ATGEE... LE MONDE DE FRANKLIN ET DE JEFFERSON... L'U.R.S.S. ET LA FRANCE... OISSINS DU MUSEE ATGEE...

Cinéma

LES FILMS MOINS DE TROIS ANS... La cinématique... PALAIS DE CHAILLOT... MERCEDEZ 8 JANVIER... LA FEMME AUX BOITES BOUTEES... LE VOYAGE D'AMELIE... LES FILMS NOUVEAUX... MECHANICA NATIONAL... LES FILMS NOUVEAUX... MECHANICA NATIONAL... LES FILMS NOUVEAUX... MECHANICA NATIONAL...

LES FILMS MOINS DE TROIS ANS... La cinématique... PALAIS DE CHAILLOT... MERCEDEZ 8 JANVIER... LA FEMME AUX BOITES BOUTEES... LE VOYAGE D'AMELIE... LES FILMS NOUVEAUX... MECHANICA NATIONAL... LES FILMS NOUVEAUX... MECHANICA NATIONAL... LES FILMS NOUVEAUX... MECHANICA NATIONAL...

LES FILMS MOINS DE TROIS ANS... La cinématique... PALAIS DE CHAILLOT... MERCEDEZ 8 JANVIER... LA FEMME AUX BOITES BOUTEES... LE VOYAGE D'AMELIE... LES FILMS NOUVEAUX... MECHANICA NATIONAL... LES FILMS NOUVEAUX... MECHANICA NATIONAL... LES FILMS NOUVEAUX... MECHANICA NATIONAL...

LES FILMS MOINS DE TROIS ANS... La cinématique... PALAIS DE CHAILLOT... MERCEDEZ 8 JANVIER... LA FEMME AUX BOITES BOUTEES... LE VOYAGE D'AMELIE... LES FILMS NOUVEAUX... MECHANICA NATIONAL... LES FILMS NOUVEAUX... MECHANICA NATIONAL... LES FILMS NOUVEAUX... MECHANICA NATIONAL...

2 films de Chris Marker 2 CHEFS-D'ŒUVRE Télérama SI J'AVAIS QUATRE DROMADAIRES et LA SOLITUDE DU CHANTEUR DE FOND avec YVES MONTAND SPECTACLE PASSIONNANT... TOUT AU STUDIO DES URSULINES L'Express 10, rue des Ursulines - ODE 39-19

Aujourd'hui : 2 GRANDES REPRIS EN EXCLUSIVITE en V.O. ARLEQUIN : 76, rue de Rennes - Tél. LIT 67-25 BOULE MICHEL : 43, Bd St-Michel - Tél. ODE 48-29 LA VIE PRIVÉE DE SHERLOCK HOLMES de Billy Wilder LE GUEPARD de Luchino Visconti

VOTRE TABLE AUJOURD'HUI LE SOWLA 390-27-19 L'AMBIANCE MUSICALE ou orchestre

VOTRE TABLE AUJOURD'HUI L'AMBIANCE MUSICALE ou orchestre

LES VISIONS ÉROTQUES DE NARCISSE PINK NARCISSE en premiers rangs un court mariage F.H.A.R. BLUES ou L'HIVER APPROCHE de G. BENSUSSAN Interdit aux moins de 16 ans

ET DES SPECTACLES Théâtre Combattez la mort MÉCANIQUE NATIONALE Film musical de Luis ALCORCZ STUDIO DE L'ÉTOILE Les cabarets ALCAZAR 62 rue Mazurine... LES CHANSONNIERS CAVEAU DE LA REPUBLIQUE... LES FILMS NOUVEAUX MECHANICA NATIONAL... LES FILMS NOUVEAUX MECHANICA NATIONAL... LES FILMS NOUVEAUX MECHANICA NATIONAL...

مكتبة من الأصيل

NDE DES ARTS

ET DES SPECTACLES

مسلة الراجل

RADIO-TÉLÉVISION

L'HÉRITAGE DE L'O.R.T.F.

Le ruban inaugural

La présomption avec laquelle on a liquidé l'O.R.T.F. a marqué le démarrage des nouvelles sociétés de radiodiffusion.

Le patrimoine des nouvelles sociétés

Le Journal officiel du 3 janvier contient plusieurs articles relatifs à la radio et à la télévision.

Théâtres

Les salles subventionnées

OPERA, 8, rue Scribe, 9^e (070-15-50). Les 11, 14, 17, 20, 23, 26, 29, 31 (à partir du 10 à 21 h. L.) ; Rapport pour une académie.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles :

LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES

704-70-20 (lignes groupées) et 727-42-34

Les salons-théâtres

AU BEC FIN, 8, rue Thérèse... (742-59-79) (D. L.). 20 h. 30 : Dennis Waterford ; 21 h. 30 : les Amoureux de Jacques le Fataliste ; 23 h. : Soixantes ou le fire.

Comédies musicales

HENRI-VARNA-MOGAOKO, 23, rue Mogador, 9^e (285-22-80) (O. L.). 20 h. 45, mat. dim. à 14 h. 45 et 17 h. 45 : la Révolution française.

Les opérettes

CHATELAIN, place du Châtelet, 1^e (231-44-80) (O. L.). 20 h. 30, mat. sam., à 14 h. 30 et dim., à 14 h. ; Voleurs de Vicence.

Les théâtres de bonlieu

BOULOGNE-BELLANCOULE, 80, rue de la Belle-Feuille (903-90-44) (O. L.). 20 h. 30, mat. O., à 15 h. ; la Quatrième.

Combattez la morosité
gvec
MÉCANIQUE NATIONALE
Film mexicain de Luis ALCORIZA
STUDIO DE L'ÉTOILE
17, rue Troyon (17^e) - M^e Étoile
380-19-93

MERCURY - ABC - MONTFARNASSE 83 - CLICHY-PATHÉ
CATHERINE DENEUVE
BERNADETTE LAFONT
ZIG ZIG

GRAND REX 2800 PLACES VF • ERMITAGE VO • ST-MICHEL VO
MIRAMAR VF • MISTRAL VF • TELSTAR VF • NAPOLÉON VF
TERREUR SUR LE BRITANNIC
100.000 TONNES DE SUSPENSE...
PARAMOUNT ÉLYSÉES II La Celle-St-Cloud VF • ARTEL Nogent VF • STUDIO RUEIL VF
CARREFOUR Pantin VF • ARTEL Villeneuve VF • ALPHA Argenteuil VF • FLANADES Sarcelles VF
ULIS Orsay VF • UGC Paissy VF • CLUB Les Mureaux VF • PARINOR VF
Passe également au MAGIC CONVENTION VF

Marginal notes and additional information on the left side of the page.

RADIO-TÉLÉVISION

POINT DE VUE

LA LIQUIDATION DE L'O.R.T.F.

Les agents statutaires en attente d'un reclassement sont-ils d'ores et déjà licenciés ?

La situation juridique des anciens agents statutaires de l'O.R.T.F. n'ayant pu être répartie dans l'un des nouveaux organismes, s'enveloppe d'une obscurité croissante. Déjà les dispositions de la loi du 7 août 1974 les concernant n'étaient toujours pas d'une éblouissante clarté. Le récent décret du 28 décembre écroit encore la confusion.

Que dit la loi ? Aux termes de son article 31, alinéa 2, ces agents peuvent, à condition d'en avoir fait la demande avant la fin de l'année 1974, être reclassés dans une administration de l'Etat, d'une autre collectivité publique, des établissements ou entreprises publics. L'alinéa 4 du même article précise qu'ils continueront alors de percevoir leur traitement jusqu'à la date du reclassement et au plus tard jusqu'au 30 juin 1975. Les agents qui auraient refusé trois propositions de reclassement, seraient licenciés et percevraient une indemnité de licenciement égale à celle prévue par leur statut, sans pouvoir être inférieure à un an de traitement pour les agents ayant ou moins cinq ans de service (alinéa 5). Quant à ceux qui n'auraient pas été reclassés au 1^{er} juillet 1975, ils se verront attribuer automatiquement cette indemnité de licenciement, déduction faite des versements versés en application de l'alinéa 4.

Dispositions étranges à plus d'un égard, mais dont on croyait cependant saisir le propos général. Même si le lien contractuel avec l'Office n'est apparemment brisé avec la disparition de ce dernier, l'Etat indirectement, les reprend aussitôt à sa charge et se donne un délai de six mois pour leur trouver un nouvel emploi dans le secteur public ou parapublic. Et c'est seulement si le reclassement s'avère impossible dans ce délai qu'on les abandonne à eux-mêmes, en réparant alors le préjudice que leur a causé la rupture de leur contrat de travail avec l'Office par une indemnité de licenciement. Toutefois, ce préjudice ayant été réduit par le maintien des rémunérations pendant la période d'attente, l'indemnité va être, à son tour, réduite d'autant.

Certes, cette imputation suscite un sérieux malaise. Certes, cet assemblage grince en maints endroits. Il paraît cependant évident que le législateur a voulu faire une distinction nette entre deux choses bien différentes : d'un côté, les sommes versées aux agents pendant cette période intermédiaire, expressément traitées de rémunérations et, a priori, soumises au même régime juridique que les salaires dont elles pronent la suite ; d'un autre côté, l'indemnité de licenciement due au moment où le lit se cesse définitivement, soumise à un régime tout autre.

Mais à ce problème de la qualification des versements est lié celui

● RECTIFICATIF. — Une ligne sautée a rendu incompréhensible, dans nos premières éditions, l'alinéa du 7 janvier, le chapeau de l'article intitulé « ITI » aura aussi ses tribunes libres. Le texte rétabli, le paragraphe se lit ainsi : « Les questions les plus souvent formulées ont été sélectionnées pour être soumises à M. Giscaud d'Estaing, qui y répondra au cours d'une séquence enregistrée de cinq à six minutes diffusée après l'allocution de présentation de TF 1 par M. Jean Cazeneuve, président de la société. »

PRESSE

● L'hebdomadaire « Télémagazine », qui est le premier magazine de télévision créé en France — en 1954 par M. Marcel Leduc — fête cette semaine son millième numéro. A cette occasion, Télémagazine a décidé de diminuer son prix de vente, le ramenant de 2,50 F à 3 F.

Le Restaurant du **PRÉ CATELAN** est ouvert tout l'hiver pour les Déjeuners (le dimanche compris) * Réservation : 288-05-60 * Route de Suresnes BOIS DE BOULOGNE

UN VOYAGEUR ET DES IMMIGRÉS SUR FR 3

La légende d'Enée ressemble à celle d'Ulysse. Comme le héros grec, le prince troyen est jeté, par la volonté des dieux, de pays en pays, d'aventure en aventure, avant d'accomplir son destin qui est de s'établir dans le Latium et de fonder la nation romaine. Rien d'étonnant à cela puisque Virgile voulut donner à la Rome de l'empereur Auguste une épopée nationale analogue aux poèmes homériques. Rien d'étonnant non plus à ce que le réalisateur italien Franco Rossi ait tourné, pour la télévision, l'épisode après l'Odyssée, qui avait été un très grand succès.

Et comme l'Odyssée, que nous avons admirée, l'épisode de Franco Rossi est aussi éloigné du « film à péplum » que du grand spectacle hollywoodien. C'est une très belle reconstitution, faite sans doute — pour qu'on ne s'y trompe pas — avec beaucoup de moyens mais qui se veut, qui est, fidèle à une pédagogie du petit écran. A tous ceux qui verront ce feuilleton, Franco Rossi enseigne les événements et l'esprit de l'Enéide sans sacrifier au gigantisme du cinéma — on le voit bien à sa façon de cadrer les plans même dans les scènes les plus spectaculaires. Décors naturels, belles images expressives et facilement lisibles, rythme assez lent pour qu'on ait le temps de comprendre. Les personnages, qui restent à la mesure humaine, racontent plus qu'ils ne jouent. Et l'on apprend ainsi à la fois les légendes antiques, les mœurs et coutumes de Carthage, l'histoire et la religion. Ne pas manquer, sur FR 3, ce rendez-vous du mardi soir avec l'Enéide.

Ne pas manquer, non plus, la suite du reportage de Daniel Lecomte sur les problèmes des travailleurs immigrés dans le sud de la France. Ce dossier, qui réunit des faits et des témoignages, les rapproche avec une grande honnêteté pour faire apparaître, sans tomber dans le discours passionnel, une réalité économique et sociale qui prend souvent — à la simple description par la caméra des lieux d'un meublé du vieux Aix pour Nord-Africains — un aspect intolérable. C'est plus important pour l'information des Français que l'actualité littéraire vue du côté de Paris ou qu'un débat des « Dossiers de l'écran ».

JACQUES SICLIER.

PIANOS ORGUES CLAVECINS
242.26.30
piano center
242.26.30
Plus de 15 marques • 200 modèles exposés

TF 1 et la consommation

Ce magazine quotidien à 18 h. 15 sur TF 1, cet « Au fil des jours » destiné aux femmes, aux jeunes, aux personnes âgées, c'est une bonne idée. Encore qu'à cette heure-là les femmes, même en province, n'ont guère le temps de « traîner devant la télé ». On y a pris mardi le défilé des consommateurs. Mais pourquoi ne pas entrer enfin dans la vitrine, assuré le dimanche matin par des militants (une descto, un retraité), du parti communiste. Si encore on osait éclairer à la lumière crue, brutale, de la seule réussite commerciale, des visages, des aspects inconnus ou peu connus, sinon de la littérature, au moins de la librairie, ce pourrait avoir un semblant d'intérêt. Même pas. M. Jobart, Pihes et Sabatier, on connaît. Ce sont des gloires consacrées, et l'appréciation chiffrée de leur succès ne peut que les éblouir. A part les lunettes d'acier et les cheveux blancs de la charmante Ginette Mathiot, autour comblé de la Cuisine pour tous, traitée ici en parente pauvre, qu'avons-nous découvert ?

Et pourquoi consacrer les cinq premières minutes de l'émission (chacun sur vingt-cinq à l'intérieur de la semaine, en l'occurrence Catharina Deneuve ? La suite de la vedette tourne au décidément, au non-écrite. Serait-ce dans l'espoir d'appâter le client ? Et lui-même voit l'explication de la curieuse façon dont le Journal de 20 heures, directement accrocché à la fin du feuilleton, s'interrompt après le sommaire pour trois minutes de publicité ? Ce qu'on ne voit pas clairement, c'est s'il s'agit de attirer l'attention floue par Charly-Bibi sur les informations ou l'attention, captée par ce début d'informations, sur la Régie française de publicité.

CLAUDE SARRAUTE.

PIANOS ORGUES CLAVECINS
piano center
242.26.30
LUXEMBOURG
CLOUDEL SERRATY
FRANÇAISE
71, RUE DE LAIGLE • 92250 LA GARENNE

(PUBLICITE)
UN VOYAGE CULTUREL
AU PAYS DES PHARAONS
du 18 au 31 janvier 1975
avec
Mme M. MASDUPUY
Conférencière d'histoire de l'ort
Renseignements et inscriptions :
PEUPLES ET CIVILISATIONS
5, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS
Tél. : 269-31-66 Lic. 309 A.

PIANOS ORGUES CLAVECINS
Plus de 15 marques • 200 modèles exposés
piano center
242.26.30

Au rallye du Bandama, être présent à l'arrivée c'est déjà une performance.

504 Peugeot 1^{ère} au classement "toutes catégories." 504 Peugeot 1^{ère} et 2^{ème} au classement "tourisme de série."



5000 km de brousse et de savane. De la boue, de la poussière, de la rocaïlle à 100 km/h de moyenne. Voilà le Rallye du Bandama. Un des plus difficiles d'Afrique si ce n'est du monde... Sur 52 voitures présentes au départ, il n'en reste que 7 à l'arrivée. 3 d'entre elles sont des 504 Peugeot.

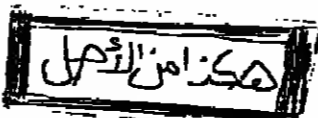
Elles raflent en plus les premières places. Première au classement toutes catégories. Première et deuxième au classement Tourisme de Série.

Ce n'est pas étonnant finalement. Depuis toujours les 504 Peugeot ont

fait leurs preuves sur route, en ville.

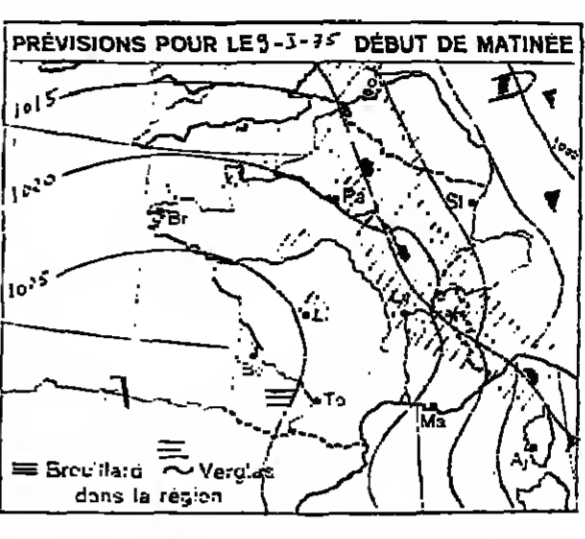
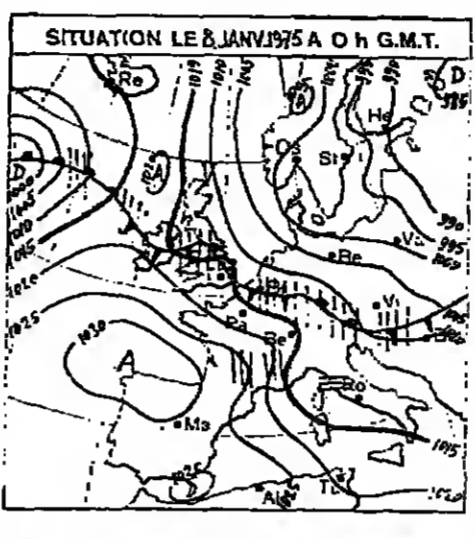
Tout le monde leur a reconnu leurs qualités d'endurance et de solidité. Les 504 Peugeot n'ont pas attendu de gagner le Rallye du Bandama pour se faire une réputation.

504 PEUGEOT



INFORMATIONS PRATIQUES

MÉTÉOROLOGIE



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 2/3 de mm)
Zone de pluie ou neige / averse / orage / Sens de la marche des fronts
Front chaud / Front froid / Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le mercredi 8 janvier à 9 heures et le jeudi 9 janvier à 24 heures... Une limite perturbée persistante fera froid qu'il s'éloie de la Scandinavie à l'Europe centrale et l'air maritime nettement plus doux...

tomberont sous forme de neige ou montagne vers 1.000-1.500 mètres... Sur les côtes méditerranéennes, on peut venir de nord-ouest avec forte perturbation, on observera des vents forts, des pluies et quelques coups de vent sur le Sud-Est et la Corse...

Télévision et radiodiffusion

MERCREDI 8 JANVIER

CHAÎNE I : TF 1
19 h. 45 Feuilleton : Chéri-Bibi.

Boldoflorine
bonne infusion pour le foie et la constipation.

Jean Cazeneuve
L'HOMME TELESPECTATEUR
denoël / gonthier "médiations"

20 h. 35 Dramatique : « L'Idole », de M. Achard. Réal. F. Villiers, avec D. Carrel, D. Cecaldi, F. Guérin.

CHAÎNE II (couleur) : A 2
19 h. Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h. 45 Feuilleton : Une femme seule.

CHAÎNE III (couleur) : FR 3
19 h. Pour les jeunes : L'Été aux enfants.

FRANCE-CULTURE
20 h. Pour le centième anniversaire de sa naissance « Aujour des maîtres de la sculpture » Trois pièces pour piano, opus 11, par M. Pollini...

FRANCE-MUSIQUE
20 h. 30 (S.I.) Orchestre national de France, Direction J. Mervin, Avec J. Fendy et G. Gavory...

TRIBUNES ET DÉBATS
TELEVISION (FR 3) : 19 h. 48, M. Louis Leprieux-Ringet, de l'Académie des sciences...

JEUDI 9 JANVIER

CHAÎNE I : TF 1
18 h. 50 Pour les jeunes : Bananas Split.

CHAÎNE II (couleur) : A 2
19 h. Jeu : Des chiffres et des lettres.

CHAÎNE III (couleur) : FR 3
19 h. Pour les jeunes : L'Été aux enfants.

FRANCE-CULTURE
20 h. Carte blanche : « L'Assaut », de P. Grainville (réalisation H. Soubeiran)...

FRANCE-MUSIQUE
20 h. 30 (S.I.) Soirée lyrique : « Palestrina », acte 1 (piano), avec M. Gueda, D. Fischer-Oakau...

CHAÎNE I : TF 1
21 h. 20 Magazine de reportages : « Saïwalite », de J.-F. Chauvel.

CHAÎNE II (couleur) : A 2
19 h. Jeu : Des chiffres et des lettres.

CHAÎNE III (couleur) : FR 3
20 h. 30 (S.I.) Soirée lyrique : « Palestrina », acte 1 (piano), avec M. Gueda, D. Fischer-Oakau...

CHAÎNE I : TF 1
21 h. 35 Émission historique : « Alain Decaux raconte, L'affaire Philby ».

consommation

CLAUDE SARRAUTE
PIANOS ORGUES CLAVIERS
piano center
242.26.30

PIANOS ORGUES CLAVIERS
piano center
242.26.30

UN VOYAGE CULTUREL
AU PAYS DES PHAROS
du 18 au 31 janvier 1975
Mme M. MASDUPUY

PEUPLES ET CIVILISATIONS
91, rue de Valenciennes

PIANOS ORGUES CLAVIERS
piano center
242.26.30

rivée

Logeries "de série."
LE CENTRE D'ÉDUCATION PERMANENTE
Université Paris I
1-3, rue du Départ, 75014 PARIS

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 1045
I 1 Uoe qui blanchit bien avant l'âge...
II 2 Dans le fond, il n'est pas tellement connu...
III 3 Deux consonnes; forme de savoir...

enfantine; Prénom étranger. — X. Au nombre des mortels; Si on les jette, c'est par intérêt...
VERTICALEMENT
1. Prise naturellement; Ouvrage garni de pointes...

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 8 janvier 1975 :
DES DÉCRETS
Portant nomination et promotion dans les cadres des officiers de réserve...
Portant constatation de la nouvelle valeur du point d'indice applicable aux pensions...

Vie quotidienne

L'inscription sur les listes électorales
LES RÉCLAMATIONS SONT RECEVABLES JUSQU'AU 15 JANVIER

Anciens combattants

Retraite anticipée pour les anciens combattants; d'après des dossiers ouverts le 1er juillet.

Religion

LES CONFÉRENCES A SAINT-LOUIS-D'ANTIN
Les conférences à Saint-Louis-d'Antin. Malgré le sinistre qui vient de rendre inutilisable une partie de ses locaux...

Concours

Concours réservés aux femmes au prochain concours de recrutement des commissaires de police...

Presse

Une session du C.P.J. - Le Centre de perfectionnement des journalistes et des cadres de la presse organise à Paris une session du 21 au 24 janvier...

Le Monde
Service des Abonnements
3, rue des Saussaies
75271 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207 23

A L'HOTEL DROUOT
EXPOSITION
Jeudi
Exposition de 11 heures à 18 heures

SOCIÉTÉ ARABE POUR L'INDUSTRIE DU BOIS
LATTAKIA - SYRIA
N° 3485
Lattakia, le 21 octobre 1974.

Table with 2 columns: Job types (e.g., OMANDES D'EMPLOI, OFFRES D'EMPLOI) and rates per line.

ANNONCES CLASSEES

Table with 2 columns: Job types (e.g., IMMOBILIER, Achat - Vente - Location) and rates per line.

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

UPSALABORATOIRES
Les Laboratoires UPSA, en expansion continue, réalisent avec 500 collaborateurs un C.A. de 100 MF HT.

DIRECTEUR COMMERCIAL 120.000 +
RÉGION LYONNAISE
Nous sommes une importante Société d'équipement du foyer leader dans notre branche.

IMPORTANTE ENTREPRISE BATIMENT recherche
DIRECTEUR Agence de Travaux (C.A. 50 millions - 200 km PARIS)
INGENIEUR Grande Ecole

SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION DE LOGEMENTS recherche pour l'un de ses départements
2 Chefs de secteur (MARSEILLE et LYON)
MISSION : - représentation régionale, - étude de marchés,

Un jeune Ingénieur désireux de faire carrière dans un groupe important
de formation Arts et Métiers ou Centrale, ayant de préférence une expérience de 2 à 3 ans en électricité et mécanique ou débutant.

LES LABORATOIRES SEARLE recherchent
DÉLÉGUÉS (EES) A L'INFORMATION MÉDICALE
- Niveau d'études : baccalauréat ou diplôme Universitaire Scientifique adapté;

SOCIÉTÉ PRODUITS ALIMENTAIRES GRANDE CONSOMMATION
Leader sur son marché (C.A. 350 millions) recherche
DIRECTEUR D'USINE
Grande ville universitaire de l'OUEST pour diriger une de ses unités de production existante (500 personnes).

Un des premiers Groupes européens de Forge et d'Estampage recherche pour son Unité de l'Est de la France
CADRE COMMERCIAL Formation législateur ou formation technique supérieure

AGENTS TECHNIQUES PRINCIPAUX
pour servir des fabrications, du montage et de la mise en œuvre d'équipements mécaniques, pneumatiques et hydrauliques d'installations d'essais cryogéniques.

Le Président d'une Société en pleine expansion recherche
MATÉRIEL TRAVAUX PUBLICS recherche
CHEF DE FABRICATION
Pour son usine (250 personnes) située à 20 km de CHARTRES

Recherche pour IMPORTANTE USINE DE SALAISONS (cult. sec. frais) en forte expansion Région SUD-OUEST
DIRECTEUR TECHNIQUE ET DE PRODUCTION
Il sera à diriger : - la production et le suivi de sa qualité ; - le service entretien usiné ; - le service transports.

Société Européenne de Propulsion ÉTABLISSEMENT DE VERNON recherche
CADRES TECHNIQUES ou AGENTS TECHNIQUES PRINCIPAUX
pour servir des fabrications, du montage et de la mise en œuvre d'équipements mécaniques, pneumatiques et hydrauliques d'installations d'essais cryogéniques.

Importante Société crée pour SECONDER LE DIRECTEUR D'USINE de sa récente unité de production en expansion importante pour 1975-1976, située dans le NORD, le poste de
chef de fabrication
Il lui sera confié la supervision et coordination de la production et du planning (350 personnes).

URGENT
Importante SIE de construction électrique leader dans sa branche recherche pour LYON :
ASSISTANT DU CHEF DU PERSONNEL
Charge plus spécialement de un 1er temps de la mise au point des problèmes connexes, le candidat devra être en mesure de traiter progressivement, des autres aspects de la fonction se le poste sera confié à un jeune candidat diplômé de l'université, supérieur ayant de préf. connaissances en électricité.

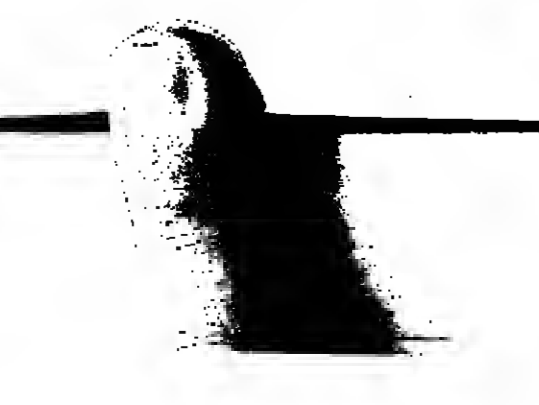
IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL recherche pour la FRANCE
COLLABORATEUR TECHNICO-COMMERCIAL 30 ANS MINIMUM
pour introduire produits d'exportation et natoyage dans industries alimentaires. Une expérience dans ce domaine est indispensable. Formation en Biochimie souhaitée. (Ecoles Chimie, Laiterie, Brasserie, etc.). Poste à pourvoir à PARIS. Déplacements fréquents. Notions d'anglais indispensables. Allemand souhaité.

FRAMATOME SOCIÉTÉ D'ENGINEERING ET DE CONSTRUCTIONS NUCLEAIRES recherche
ingénieurs grandes écoles
ayant une expérience dans les domaines d'application suivants :
■ MECANIQUE
- Calcul R & D - éléments finis
- Chaudronnerie lourde corps sous pression
- Tuyauterie - installations générales
- Mécanique des fluides
- Pompes et équipements
- Thermique et hydraulique code U.S. - ASME III
■ SYSTEMES ET PROCESS
- Conception circuits fluides
- Contrôle commande-exploitation centrales thermiques
- Electrotechnique-automatique
■ PROCÉES
Etude du Coeur, systèmes de sûreté, de protection et de régulation, études de fonctionnement.
■ EQUIPEMENTS PRIMAIRES
Métallurgie et corrosion engineering des cuves et générateurs de vapeur, internes et équipements primaires.
■ INSTALLATIONS
Equipements auxiliaires mécaniques, électrotechniques, électroniques.
■ COORDINATION - PROGRAMME
Définition des standards, gestion technique.

FILIALE D'UNE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE AUX ACTIVITÉS TRÈS DIVERSIFIÉES
LES USINES DECOUFLE RECHERCHENT
UN INGÉNIEUR D'ÉTUDES - ÉLECTRICIEN
NOUS LUI OFFRONS DE PARTICIPER :
- Aux études de Nouveaux Produits
- Aux essais et mises au point des prototypes
- Aux adaptations demandées par les clients.
- Au service Après-Vente.

CAISSE DE RETRAITE ET DE PRÉVOYANCE dispose pour région parisienne de postes de :
CHARGÉS de MISSION pour prospection clientèle
Qualités exigées :
- dynamisme
- mobilité
- aimer les contacts.

Vertical strip of ads including 'offres d'emploi', 'Directeur des ventes', 'Soywell Automation', 'INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX', 'Johnson et Johnson', 'CLINIQUE 70 bis', 'SULZER', 'INGÉNIEUR DE PROJETS DIPLOME', 'CADRE RESPONSABLE'.



حکومتوں کے اصل

demandes d'emploi demandes d'emploi demandes d'emploi demandes d'emploi

TRÈS IMPORTANT GROUPE ÉLECTRONIQUE recherche pour sa division télécommunications UN INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL RESPONSABLE DU SERVICE APRÈS-VENTE

développement international Un groupe de sociétés françaises propriétaire d'un procédé exclusif de traitement de la laine, cherche le collaborateur qui négociera à travers le monde l'implantation et les revenus liés à l'exploitation de ce procédé.

Le Président d'un jeune groupe, leader dans sa branche, en forte croissance (20 agences, C.A. doublé chaque année depuis 1971) recherche son SECRETAIRE GENERAL

TRANSETUDES SOCIÉTÉ D'ÉTUDES AFFILIÉE AU GROUPE TRANSEXEL QUI GÈRE PLUSIEURS RÉSEAUX IMPORTANTS DE TRANSPORTS PUBLICS DE VOYAGEURS, DÉVELOPPE SES ACTIVITÉS D'ÉTUDES ET DE CONSEIL EN TRANSPORTS URBAINS ET RECRUTE

INGÉNIEURS CHARGÉS D'ÉTUDES Postes pouvant convenir à candidats, ingénieurs ou universitaires, ayant soit une expérience d'études en milieu urbain, soit une expérience de recherche scientifique en économie (domaine industriel).

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN INFORMATICIEN formation grande école, ayant une bonne expérience lui permettant de réaliser des études pour développer et mettre en place :

INGÉNIEUR PRINCIPAL formation ingénieur ou universitaire, ayant expérience d'animation d'études scientifiques ou techniques (connaissances des études en milieu urbain appréciées mais non indispensables) capable, après formation, de mettre en place dans les réseaux de structures décentralisées d'études et de développement permettant l'amélioration de la mise en œuvre des moyens de transports urbains (élaboration des programmes, pilotage de projets, formation des personnels).

TOUS CES POSTES OFFRENT DES PERSPECTIVES DE CARRIÈRE DANS UN DOMAINE EN FORT DÉVELOPPEMENT. Etab

PLS PIPELINE SERVICE POUR ASSURER NOTRE DÉVELOPPEMENT NOUS RECHERCHONS : Ingénieurs et Techniciens soudeurs : connaissant bien la soudage des pipelines. Postes à pourvoir à l'étranger. Anglais indispensable. Réf. CND 1.

programmeurs analystes-programmeurs Pour faire face à son expansion en 1975, ANSWARE Société d'études et conseil en informatique, filiale de plusieurs groupes industriels français, recrute pour renforcer ses trois divisions opérationnelles : programmation et systèmes-programmeurs, analyse et programmation systèmes et un début d'expérience sur :

IC.A International Classified Advertising 13, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS Dans le cadre du développement de ses activités d'AUDIT DE L'INFORMATIQUE un important Groupe Bancaire recherche un INGÉNIEUR INFORMATICIEN

COMPTABLES Schlumberger renforce son équipe juridique (5 personnes) en y adjoignant un juriste La candidat retenu sera de formation licence, doctorat en Droit, Université française ou diplôme étranger équivalent.

IMPORTANT SOCIÉTÉ recherche pour son DÉPARTEMENT TECHNIQUE DIVISION TELEPHONIE PUBLIQUE INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES & AGENTS TECHNIQUES BTS

UN DIRECTEUR GENERAL pour notre filiale ITALIENNE. Ce poste nécessite une personnalité de très haut niveau, une formation de préférence scientifique ou marketing et l'expérience de direction d'hommes.

Société de Financement jeune et dynamique Près Saint-Germain-en-Laye recherche : CONTROLEUR DE GESTION

Important Groupe de Presses Industrielle recherche pour un hebdomadaire d'électronique UN JEUNE INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Société Internationale d'Ingénieurs-Conseil recherche des COLLABORATEURS QUALIFIÉS PARLANT COURAMMENT ANGLAIS POUR IMPORTANTS PROGRAMMES DE CONSTRUCTIONS ROUTIÈRES OUTRE-MER CIVIL ENGINEERS MATERIAL ENGINEERS JUNIORS ENGINEERS

CONSTRUCTIONS MÉTALLIQUES DE PROVENCE CONSTRUCTION ET INSTALLATION DE MATÉRIELS DE CHAUDRONNERIE LOURDE RECHERCHE POUR LES AFFECTER SUR DES CHANTIERS SUCCESSIFS À L'ÉTRANGER JEUNES RESPONSABLES ADMINISTRATIFS

DEUX USINES EN RÉGION PARISIENNE À DIRIGER, DONT UNE NOUVELLE À DÉMARRER (300 collaborateurs, C.A. : 28 MF HT), c'est ce que souhaite confier à un directeur des fabrications

ALEXANDRE TIC S.A. 10, RUE ROYALE - 75008 PARIS membre de l'ANCERP

Important Groupe Immobilier et Industriel recherche d'urgence : UN COMPTABLE

ELI LILLY BLANCO Laboratoire Pharmaceutique Multinationnel recrute un collaborateur pour son département contrôle de gestion

GRAS, SAVOYE & Cie l'un des premiers cabinets français de courtage d'assurance, cherche pour Paris, dans son DÉPARTEMENT INTERNATIONAL un chargé de clientèle

ATTACHE AU SERVICE COMMERCIAL EXPORT responsable des ventes France et étranger CHEF DE MISSION EN ALGERIE INGENIEUR EN CHEF JEUNES RESPONSABLES ADMINISTRATIFS SOCIÉTÉ NATIONALE DES POUDRES ET EXPLOSIFS CADRE DE VENTE ROBERT BOSCH (FRANCE) S.A. ANALYSTE PROGRAMMEUR

تكون من الأصل

Table with 2 columns: Category (Demandes d'emploi, Représentat., Offres, etc.) and Values (6,00, 35,02, 15,00, 17,21, 30,00, 35,02, 42,03).

ANNONCES CLASSEES

Table with 2 columns: Category (Immobilier, Autos - Bateaux, etc.) and Values (24,00, 28,02, 22,00, 25,68, 60,00, 70,05, 22,00, 25,68).

offres d'emploi

DANS LA CONDUCTURE ECONOMIQUE PRESENTI... VOUS EN AVEZ PEUT-ETRE ASSEZ

NOUS EN AVONS ASSEZ

De ne rencontrer que des... NOUS EXTENDONS SUR LES MOTS

SI NOUS NOUS EXTENDONS SUR LES MOTS

NOTRE OFFRE se situe... SEXE INDIFFERENT

formation professionnelle

PROGRAMMEUR D'EXPLOITATION IBM 3... cours et leçons

travail à domicile

Demanda... REPRESENT. DEMANDE

UN COMPTABLE 2° ECHELON

T. R. T. recherche... INGENIEURS

emplois féminins

SECRETAIRE DU DIRECTEUR GENERAL... ASSISTANTE DE DIRECTION

1/2 TEMPS... UNE COLLABORATRICE JURIDIQUE

ASSISTANTE... SECRETAIRE STENOGRAPHIQUE

IMPORTANTE SOCIETE... HOTESSES D'ACCUEIL

LABORANTINE DIPLO... SECRET. DIRECTION

SEXE INDIFFERENT... formation professionnelle

PROGRAMMEUR D'EXPLOITATION IBM 3... cours et leçons

travail à domicile... REPRESENT. DEMANDE

UN COMPTABLE 2° ECHELON... T. R. T. recherche

INGENIEURS... INGENIEURS

demandes d'emploi

Ingenieur diplômé + Master of Science... Ingénieur diplômé + Master of Science

CHIEF DE VITE... HOMME CONFIANCE

J. F. 28 ans... J. F. 28 ans

INGENIEUR EXPORT-IMPORT... J. F. 28 ans

TECHNICIEN COMMERCIAL... J. F. 28 ans

JURISTE 28 ANS... J. F. 28 ans

SECRET. DIRECTION... J. F. 28 ans

FORMATION PROFESSIONNELLE... J. F. 28 ans

COURS ET LEÇONS... J. F. 28 ans

TRAVAIL A DOMICILE... J. F. 28 ans

UN COMPTABLE 2° ECHELON... J. F. 28 ans

T. R. T. recherche... J. F. 28 ans

INGENIEURS... J. F. 28 ans

L'immobilier exclusivités

Sous ce titre, nos lecteurs trouveront... constructions neuves

NOUVEL ORLEANS 2

SEUS AV GENERAL... INFORMATION LOGEMENT

CHAMPS-ELYSEES

STUDIOS, PIÈCES... TROCADERO

appartement achat

Société rech. à acheter... bureaux bureaux

locations non meublées

AVEN. MAC-MANON... terrains

terrains

PRES FORET RAMBOUILLET... CHATOU

propriétés

30 KM. AJACCIO... villas

immeubles

EXCEPT. PLACEMENT... voir la suite de notre immobilier en page 27

ANNONCES

L'immobilier

appartements vendus

appartem. vente

Paris... appartem. achat

appartement achat

Société rech. à acheter... bureaux bureaux

locations non meublées

AVEN. MAC-MANON... terrains

terrains

PRES FORET RAMBOUILLET... CHATOU

propriétés

30 KM. AJACCIO... villas

immeubles

EXCEPT. PLACEMENT... voir la suite de notre immobilier en page 27

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

وَكُنَّا مِنَ الْأَرْصَلِ

1500

offres d'emploi

RE GENERAL
Administrative et Intérieure
75010 PARIS

CIVIL ENGINEERS
International d'Ingenieurs-Congres

MATERIAL ENGINEERS
CONSTRUCTIONS METALLIQUES DE PROVINCE

JUNIORS ENGINEERS
CONSTRUCTIONS METALLIQUES DE PROVINCE

CONSTRUCTIONS METALLIQUES DE PROVINCE

CONSTRUCTIONS METALLIQUES DE PROVINCE

CONSTRUCTIONS METALLIQUES DE PROVINCE

CONSTRUCTIONS METALLIQUES DE PROVINCE

CONSTRUCTIONS METALLIQUES DE PROVINCE

CONSTRUCTIONS METALLIQUES DE PROVINCE

CONSTRUCTIONS METALLIQUES DE PROVINCE

CONSTRUCTIONS METALLIQUES DE PROVINCE

CONSTRUCTIONS METALLIQUES DE PROVINCE

offres d'emploi

CIMENTS LAFARGE FRANCE
ATTACHE AU SERVICE COMMERCIAL EXPORT
Agé d'au moins 28 ans, formation Ecole Supérieure de Commerce (option commerce extérieur) ou équivalent, ayant obtenu initialement une expérience de 3 à 4 ans du commerce extérieur maritime.

GEDEV SELECTION
34 BIS, RUE VIGNON, 75009 PARIS

ORGANISME CULTUREL
responsable des ventes France et étranger
Ce poste de négociateur de haut niveau nécessite une expérience certaine dans le domaine des ventes (V.P.C., contrats, diffuseurs, réseaux, etc.) avec les moyens les plus divers (réclames, mailing, catalogues), tant en France qu'à l'étranger.

CHEF DE MISSION EN ALGERIE
INGÉNIEUR EN CHEF X, MINES, CENTRALE, A.M.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES POUDRES ET EXPLOSIFS
CADRE DE VENTE
FORMATION: Soles supérieure de chimie ou ESSSO ou ESCO

ROBERT BOSCH (FRANCE) S.A.
ANALYSTE PROGRAMMEUR
FORMATION I.U.T. ou EQUIVALENT

UN COMPTABLE

offres d'emploi

Dans le cadre de son développement, la DIRECTION MARKETING d'une ENTREPRISE INDUSTRIELLE BATIMENT C.A. 20 millions, triple en 4 ans, leader de sa branche, étudie proche banlieue Ouest, recherche:
CHEF DE DÉPARTEMENT
chargé de créer et mettre en œuvre un nouveau secteur dans la mission est de concevoir et réaliser.

Importante Société de Services
5.000 personnes PARIS
recherche
CHEF DE SERVICE JURIDIQUE ET CONTENTIEUX

jeune pharmacien
Titulaire du Certificat de Pharmacie Industrielle.

ALLIS-CHALMERS
MATERIAL HANDLING EUROPE
dans le cadre du développement rapide de ses ventes, recherche pour son siège européen à PARIS

chef de service administration des ventes
Expérience confirmée des relations d'un service commercial avec les unités de production et les réseaux de distribution.

T.R.T.
INGÉNIEURS « SYSTÈME » EXPÉRIMENTÉS
Capables de prendre rapidement les responsabilités de Chef de Projets dans les domaines tels que

IMPORTANTE BANQUE SPÉCIALISÉE
JEUNE COLLABORATEUR
ayant expérience de quelques années

IMPORTANTE BANQUE SPÉCIALISÉE
JEUNE COLLABORATEUR
ayant expérience de quelques années

IMPORTANTE BANQUE SPÉCIALISÉE
JEUNE COLLABORATEUR
ayant expérience de quelques années

IMPORTANTE BANQUE SPÉCIALISÉE
JEUNE COLLABORATEUR
ayant expérience de quelques années

IMPORTANTE BANQUE SPÉCIALISÉE
JEUNE COLLABORATEUR
ayant expérience de quelques années

IMPORTANTE BANQUE SPÉCIALISÉE
JEUNE COLLABORATEUR
ayant expérience de quelques années

IMPORTANTE BANQUE SPÉCIALISÉE
JEUNE COLLABORATEUR
ayant expérience de quelques années

IMPORTANTE BANQUE SPÉCIALISÉE
JEUNE COLLABORATEUR
ayant expérience de quelques années

offres d'emploi

TRÈS IMPORTANT GROUPE ÉLECTRONIQUE
recherche pour son CENTRE de GENNEVILLIERS
UN HOMME DE PLANNING
apport la connaissance, et si possible la pratique, du PERT (formation complémentaire assurée)

PHILIPS
ingénieur informaticien
Service Brevets
Nôtre service Brevets recherche un ingénieur informaticien (Hardware) diplômé grande école ou de formation universitaire équivalente.

Entreprise Installations Electriques Industrielles
Importation Nationale - C.A. 74 - 150 M.F.
recherche
pour siège PARIS
CHEF DU SERVICE PERSONNEL

Importante Société Pétrole
recherche
JEUNE INGÉNIEUR
Diplômé Ecole d'Agriculture pour poste technico-commercial

IMPORTANT LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
banlieue Ouest
médecin
LIBRE DE SUITE

INGÉNIEUR INFORMATIQUE
SUPELEC ou Équivalent
SPECIALITÉ HYPERFREQUENCES pour développement d'un radiomètre millimétrique.

JAPY-FRANCE
recherche pour Paris, pour Dept. Traitement des Textes.

ATTACHES COMMERCES
Nous recherchons:
Vendeurs confirmés avec expérience dans le vente des systèmes d'ordinateur, Traitement des Textes.

ACHETEURS AIDES ACHETEURS
recherche pour Paris, pour Dept. Traitement des Textes.

ACHETEURS AIDES ACHETEURS
recherche pour Paris, pour Dept. Traitement des Textes.

ACHETEURS AIDES ACHETEURS
recherche pour Paris, pour Dept. Traitement des Textes.

ACHETEURS AIDES ACHETEURS
recherche pour Paris, pour Dept. Traitement des Textes.

ACHETEURS AIDES ACHETEURS
recherche pour Paris, pour Dept. Traitement des Textes.

ACHETEURS AIDES ACHETEURS
recherche pour Paris, pour Dept. Traitement des Textes.

offres d'emploi

LE SIEGE (Paris) d'un très important groupement de collectionneurs le sur son marché
recherche
ASSISTANT(E) DE PUBLICITÉ
Dans le cadre d'une politique de marketing culturelle, les fonctions concernées sont: l'organisation de la section, le suivi et le contrôle de toutes les actions publicitaires (pour particulièrement l'édition), en liaison avec les auteurs, les fournisseurs et l'équipe.

CABINET D'ARCHITECTURE
recherche
DEUX EXCELLENTS DESSINATEURS PROFESIONNELS
Grande expérience.

JEUNE INGÉNIEUR ECONOMISTE
Bureau de représentation évoluant à très importantes Sociétés
recherche pour
DUBAI Union des Emirats

REDACTEUR
Bureau de représentation évoluant à très importantes Sociétés
recherche pour
DUBAI Union des Emirats

REDACTEUR
Bureau de représentation évoluant à très importantes Sociétés
recherche pour
DUBAI Union des Emirats

REDACTEUR
Bureau de représentation évoluant à très importantes Sociétés
recherche pour
DUBAI Union des Emirats

REDACTEUR
Bureau de représentation évoluant à très importantes Sociétés
recherche pour
DUBAI Union des Emirats

REDACTEUR
Bureau de représentation évoluant à très importantes Sociétés
recherche pour
DUBAI Union des Emirats

REDACTEUR
Bureau de représentation évoluant à très importantes Sociétés
recherche pour
DUBAI Union des Emirats

REDACTEUR
Bureau de représentation évoluant à très importantes Sociétés
recherche pour
DUBAI Union des Emirats

REDACTEUR
Bureau de représentation évoluant à très importantes Sociétés
recherche pour
DUBAI Union des Emirats

REDACTEUR
Bureau de représentation évoluant à très importantes Sociétés
recherche pour
DUBAI Union des Emirats

REDACTEUR
Bureau de représentation évoluant à très importantes Sociétés
recherche pour
DUBAI Union des Emirats

REDACTEUR
Bureau de représentation évoluant à très importantes Sociétés
recherche pour
DUBAI Union des Emirats

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. EUROPE - ITALIE : le général Miceli fait l'objet d'un second mandat d'arrêt.
2-3. ASIE - CHINE : un article du Quotidien du peuple laisse prévoir une relance de la lutte politique.
3. DIPLOMATIE - L'imposant sino-soviétique (III), par Alain Jacob.
4. AFRIQUE - RHODÉSIE : la recherche d'une solution négociée entre Noirs et Blancs semble progresser.
5. PROCHE-ORIENT - La crise des territoires sahraouis.
6-7. POLITIQUE - M. Sganinetti souhaite que M. Chirac conserve ses fonctions de secrétaire général de l'U.D.R.
8. JUSTICE - L'officier Dujardin : une sanction, mais aussi un arbitrage.
8. SPORTS
10. MÉDECINE - A la télévision : greffes de cœur et vide juridique.
10. ÉDUCATION - Après l'incendie du C.E.S. de la rue Édouard-Pailleron, l'ancien directeur des équipements scolaires pourrait être inculpé.
10. DÉFENSE - Le remplacement des avions de combat en Europe : quatre ministres en visite en France.
POINT DE VUE : Réponse à un général «souverainiste», par Jean-Paul Neu.
12. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS - TRANSPORTS : Dijon accepte la nouvelle voie ferrée Paris-Lyon.

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

EXPOSITIONS : Vostell au Musée d'art moderne.
THÉÂTRE : Le « Crème et chamois » de Robert Hossein.
CINÉMA : « Zig-Zag » de Leséo Sabou.
ACTUALITÉ CULTURELLE : Séances de trinitation dans les centres dramatiques; la formation professionnelle des danseurs.

20. RADIO-TELEVISION - POINT DE VUE : Les agents statutaires de l'ex-O.R.T.F. en attente d'un reclassement, sont-ils d'ores et déjà licenciés? par Jean-Jacques Dupeyron.
27 à 30. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE - EMPLOI : le ministre du travail prépare une dizaine de projets sociaux.
- CONJONCTURE : M. Chirac annonce des mesures rapides en faveur des agriculteurs; les banques françaises abissent leur taux de base de 0,50 %.

LIRE ÉGALEMENT - RADIO-TELEVISION (21) - Annonces classées (22 à 26) ; Carnet (27) ; Informations pratiques (28) ; Informations officielles (31) ; Météorologie (32) ; Mots croisés (33) ; Finances (34).

Le numéro du « Monde » daté 8 janvier 1975 a été fixé à 581 109 exemplaires.

Pour louer une voiture en France ou ailleurs, Europcar : 645.21.25.

Avec la garantie d'un maître tailleur COSTUMES MESURE dans un choix de 3.000 droperies PROFITEZ-VOUS PRIX HORS SAISON LEGRAND TAILLEUR 27, rue de la République, PARIS (10ème)

AUX ÉTATS-UNIS

La mort mystérieuse d'une jeune femme relance la controverse sur les dangers du plutonium

Un accident d'automobile survenu dans l'Oklahoma, aux États-Unis, en novembre dernier, et qui provoqua la mort d'une jeune femme de vingt-huit ans, Karen Silkwood, vient de relancer la controverse sur les dangers du plutonium pour les travailleurs nucléaires.
Karen Silkwood travaillait dans les laboratoires d'analyse de la société Kerr-McGee, à Crescent (Oklahoma), où est fabriqué du plutonium. Selon les premières expertises, on aurait retrouvé des traces de plutonium dans le corps et aussi dans l'appareillement de Karen Silkwood. La Commission américaine de l'énergie atomique (A.E.C.) affirme qu'elle ne comprend pas la présence de ce plutonium et qu'elle ne peut être due à un incident survenu dans l'usine. En outre, les tests ayant mis en évidence des traces de plutonium dans l'urine de Karen Silkwood avant l'accident auraient été falsifiés.

POUR RELANCER LE BATIMENT

Le conseil des ministres prend plusieurs mesures financières en faveur de la construction

M. Robert Galley, ministre de l'équipement, et M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances, présentent à la presse, ce mercredi 8 novembre, les mesures ponctuelles qui seront prises en conseil des ministres en faveur des travaux publics et du bâtiment.
Il ne s'agit pas d'un plan de relance, qui mettrait en cause la politique économique d'ensemble du gouvernement et le plan de réajustement mis en œuvre depuis six mois par M. Fourcade, mais plutôt d'un ensemble de « mesures de soutien et de régularisation » du niveau de l'activité.
Ainsi que M. Galley l'avait déjà annoncé le 17 décembre, le Monde du 18 décembre, les mesures ponctuelles envisagées touchent d'une part, les marchés passés par l'État et, d'autre part, la construction de logements. Dans les deux cas, sans que les conditions d'encadrement du crédit faites aux banques soient modifiées, les mécanismes bancaires devraient, grâce aux mesures envisagées, être « dégrivés ».

Le procès de Draguignan

DES SANCTIONS SONT ENVISAGÉES CONTRE DES ÉLÈVES DE POLYTECHNIQUE
La direction de l'École polytechnique envisage de prendre des sanctions à l'encontre de la cinquantaine des élèves de la promotion 1972 qui ont signé un texte de solidarité envers les soldats contestataires, publié dans le Monde daté 7 janvier. La plupart des signataires de cet appel avaient commencé, en plusieurs localités de France, un stage dit « d'ouverture d'esprit » qui devait s'achever à la fin de ce mois, et ils sont actuellement rappelés.

M. GISCARD D'ESTAING REÇOIT M. SOARES

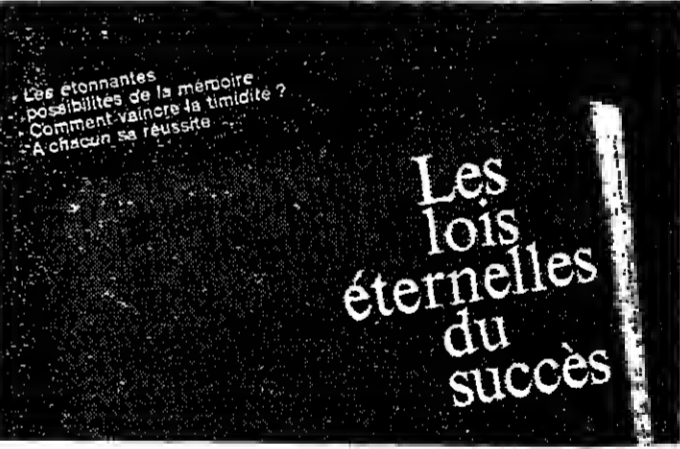
M. Valéry Giscard d'Estaing devait recevoir, mercredi après-midi 5 janvier, au palais de l'Élysée, M. Mario Soares, ministre des Affaires étrangères du Portugal, qui revient d'un voyage dont les étapes successives ont été New-Delhi, Moscou, Bucarest et Belgrade.
Une délégation de trente personnes du personnel de l'hôpital-hospice d'Irry, accompagnée d'élus, s'est présentée, mercredi 8 janvier en fin de matinée à l'Élysée, afin d'être reçue par le président de la République. Elle demandait que des crédits soient accordés pour améliorer les conditions de vie des pensionnaires de l'hospice et les conditions de travail du personnel. M. Philippe Sauzet, chef de cabinet, a finalement reçu un représentant du personnel. La délégation a quitté ensuite l'Élysée sans succès.

VIF REDRESSMENT DES COURS DE L'OR

Le fait marquant de la matinée de mercredi sur les marchés financiers a été le vif redressement des cours de l'once d'or qui a été à Londres, lors de la première cotation par opposition à 117 dollars, contre 109,50 dollars mardi.
Sur le marché des changes, le dollar, qui avait fortinement baissé mardi en dépit des interventions de la Bundesbank et de la Banque nationale suisse, s'est redressé légèrement mercredi dans la matinée. Le franc suisse s'est apprécié de 3,53 % sur la veille. Le franc suisse s'est apprécié de 4,39 % à Paris (contre 4,39 %) et de 2,35 % à Francfort (contre 2,35 %). La livre sterling est restée stable.

Le Conseil d'Andorre proteste contre un décret des coprinces sur le statut des résidents étrangers

Une session extraordinaire du Conseil des Vallées se réunit à Andorre dans l'après-midi du mercredi 8 janvier afin d'examiner la réponse à donner à un décret pris par les deux vigiliers — par précaution spéciale des coprinces — et président de la République française et l'évêque d'Urgel.
Ce décret, publié le 3 janvier dernier par les vigiliers, vise à mettre sous le seul contrôle des coprinces les résidents étrangers. Les réactions ont été d'autant plus vives dans le Principauté que les résidents sont actuellement vingt-huit mille — en majorité espagnols — pour six mille Andorrans. N'existait-il ce jour qu'un texte — datant de 1949 — donnant aux vigiliers des coprinces des pouvoirs de simple police. L'importance de l'immigration — provoquée par le boom économique — avait incité le Conseil des Vallées à établir un projet de législation. Présenté en 1972 par le Syndicat, ce projet n'avait pas eu de suites. C'est seulement le 3 janvier dernier que les vigiliers — chargés de la justice et de l'ordre public — ont publié leur décret, signé conjointement.
A priori, les résidents pris en défaut par les vigiliers — par précaution spéciale des coprinces — et président de la République française et l'évêque d'Urgel.
Ce décret, publié le 3 janvier dernier par les vigiliers, vise à mettre sous le seul contrôle des coprinces les résidents étrangers. Les réactions ont été d'autant plus vives dans le Principauté que les résidents sont actuellement vingt-huit mille — en majorité espagnols — pour six mille Andorrans. N'existait-il ce jour qu'un texte — datant de 1949 — donnant aux vigiliers des coprinces des pouvoirs de simple police. L'importance de l'immigration — provoquée par le boom économique — avait incité le Conseil des Vallées à établir un projet de législation. Présenté en 1972 par le Syndicat, ce projet n'avait pas eu de suites. C'est seulement le 3 janvier dernier que les vigiliers — chargés de la justice et de l'ordre public — ont publié leur décret, signé conjointement.
A priori, les résidents pris en défaut par les vigiliers — par précaution spéciale des coprinces — et président de la République française et l'évêque d'Urgel.



Le monde devrait avoir lu ce petit livre gratuit

Surprenantes révélations sur une méthode très simple pour guérir votre timidité, développer votre mémoire et réussir dans la vie.
Ce n'est pas juste : vous valez 10 fois mieux que tel de vos amis qui « n'a pas inventé la poudre », et pourtant il gagne beaucoup d'argent sans se ruiner à la tâche ; que tel autre, assez insignifiant, qui cependant jouit d'une inexplicable considération de la part de tous ceux qui l'environnent.
Qui faut-il accuser ? La société dans laquelle nous vivons ? Ou vous-même qui ne savez pas tirer parti des dons cachés que vous avez en vous ?
Vous le savez : la plupart d'entre nous n'utilisent que le centième de leurs facultés. Nous ne savons pas nous servir de notre mémoire. Ou bien nous sommes paralysés par une timidité qui nous condamne à végéter. Et nous nous enfonçons dans nos tabous, nos habitudes de pensée désuètes, nos complexes aberrants, notre manque de confiance en nous.

BON GRATUIT
pour recevoir «LES LOIS ÉTERNELLES DU SUCCÈS»
Nom: _____
Prénom: _____
RUE: _____ N°: _____
VILLE: _____
AGE: _____ PROFESSION: _____

Jeudi à 9 heures SOLDÉS COSMOS annuels de sacs et bagages 34, boulevard Haussmann

LA COUPE SUR CHEVEUX SECS, C'EST NOTRE SUR MESURE Gaston LEBRE

Gaston LEBRE 27, rue Saint-Sulpice, PARIS (6ème) OUVERT LE LUNDI - NOCTURNE LE MERCREDI

TED LAPIDUS soldes femme et homme 37, avenue PIERRE 1er de SERBIE - PARIS 8ème 6, place VICTOR HUGO - PARIS 16ème 1, place ST-GERMAIN des PRÉS - PARIS 6ème

